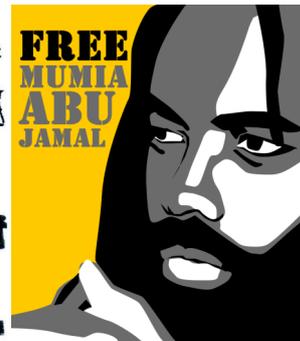




1€

Coordination Communiste  
Nord Pas de Calais  
Cercle Henri Barbusse  
Cercle Communiste d'Alsace  
Cercle Communiste de Région Parisienne



# NE PAS DESARMER!



**L'automne 2010 a vu se développer une forte mobilisation contre le projet de réforme des retraites.**

Il est heureux d'avoir vu se transformer une multiplication de journées d'action en une prise de conscience généralisée que seule une action radicale, unitaire et coordonnée est en mesure de faire céder ce gouvernement des patrons et des bourgeois.

Le projet de Loi a été voté, mais par un parlement clairement perçu comme représentant les privilégiés (même si le libéralisme, le respect de la « chose votée » perdue chez les éléments les moins conscients, « respect » entretenu par les forces de la social-démocratie politico syndicale). L'illusion qui consiste à croire que l'économie française n'est plus en mesure de financer une politique sociale à la hauteur des besoins de la population en a pris un sacré coup. L'immense soutien qu'ont reçu les grèves, les actions plus radicales et les manifestations sont un changement dont il faut tenir compte. Une prise de conscience est en train de pointer parmi le peuple : ce gouvernement, sa politique économique nationale et européenne est une agression contre les classes populaires et les classes moyennes. Toute la propagande n'y aura pas suffi, l'idée que ce n'est pas à nous de payer leur crise a gagné de nouveaux adeptes.

Et ceux qui se sont contentés de nous dire qu'il suffirait de changer de gouvernement en 2012 pour trouver des solutions à nos

difficultés quotidiennes ont tout intérêt à méditer sur cette prise de conscience nouvelle. Le peuple n'est pas plus disposé à accepter les sacrifices qu'impose « le traité de Lisbonne » auquel tous les sociaux-démocrates adhèrent.

L'absence aujourd'hui de recul du gouvernement sur les retraites vient aussi nous enseigner que le réformisme syndical, axé

y prendre toute leur place et leur donner des perspectives politiques et pas seulement dans des objectifs électoraux. Les travailleurs en lutte ont besoin, dans les conditions actuelles, d'un véritable parti communiste révolutionnaire tel qu'il a été créé en 1920 à Tours dans l'objectif de transformer durablement la société en donnant le pouvoir aux travailleurs. C'est ce 90ème anniversaire que le Rassemblement des Cercles Communistes honorerà le samedi 4 décembre prochain à Villeneuve d'Ascq au cours d'un débat rassemblant toute la famille communiste dans et hors du PCF.

## DÉMOCRATIE...



sur l'idée qu'il est toujours possible de s'entendre entre gens de bonne volonté, nous conduit à la défaite. L'illusion de négociations fructueuses sans lutte préalable a été battue en brèche.

La succession de journées d'action a été inefficace, l'absence de coordination nationale des actions plus radicales n'a pas permis de bloquer efficacement l'économie. Dans ces conditions, faire céder un gouvernement ennemi des travailleurs n'a pas encore été possible.

Il faut désormais retrouver les fondamentaux de l'action syndicale et aborder ce gouvernement et tous ceux qui lui succéderont dans un esprit de lutte des classes. Forte d'une volonté d'en découdre chez les travailleurs les plus conscients, et forte du soutien parmi ceux qui hésitent encore, l'action syndicale peut retrouver le chemin des succès utiles aux travailleurs. Malgré tout, les communistes ont tout à se réjouir d'une montée des luttes, ils doivent

## Au SOMMAIRE

Une classe ouvrière de plus en plus combative face aux contre-réformes !

Retraites : témoignages de syndicalistes

Les jeunes en renfort contre la casse des retraites : une victoire quelle que soit l'issue!

Casse de la médecine du travail : le passage en douce...

Loi Besson, Dossier ROMS : le racisme d'Etat  
Epidémie de peste brune en Europe

Retour sur l'affaire Guerlain

Amérique Latine : La contre-offensive progressiste

La Coordination en visite à Cuba

Les enjeux cachés d'une occupation militaire du Sahel

A quoi servent les Prix Nobel de la Paix

Chine - Grèce : les accords controversés

Solidarité avec Georges Ibrahim Abdallah à Calonne-Ricouart (62)

Sauvons Mumia Abou Jamal!

RCC : Bilan des rencontres communistes de Marseille (août 2010)



## Luttes : RETRAITES - Jeunesse - Immigration...

# UNE CLASSE OUVRIERE DE PLUS EN PLUS COMBATIVE FACE AUX CONTRE-REFORMES EUROPEENNES!



Par le Cercle communiste d'Alsace

Ces derniers mois, le mouvement contre la « réforme » des retraites en France a mobilisé des millions de grévistes et de manifestants: c'est un mouvement historique dont l'ampleur n'a pas d'égal depuis longtemps. L'unité et la détermination des salariés, les pratiques de luttes employées (grèves, blocages, occupations...) et le ralliement de la jeunesse (lycéens et étudiants) aux salariés les plus mobilisés (raffineries, cheminots, postiers...) ont donné à ce mouvement un caractère massif, populaire, encore renforcé par le soutien d'une écrasante majorité de Français. Ce mouvement a révélé que le mécontentement va bien au-delà de la question des retraites et concerne l'ensemble de la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon et va souvent jusqu'à poser la question du capitalisme comme système d'exploitation et d'oppression des travailleurs.

C'est aussi un mouvement qui s'inscrit dans un contexte beaucoup plus large et qui rencontre un soutien ou un intérêt certain chez les autres peuples d'Europe, eux aussi soumis à des plans de rigueur ou des politiques d'austérité. Dans les autres pays aussi, la lutte a lieu et partout ce sont contre les mêmes logiques qu'il faut combattre: réduction des dépenses publiques, fermetures et délocalisations des usines, suppression de centaines de milliers d'emplois de fonctionnaires, privatisation des services publics... le tout, dans un seul but, rémunérer encore et toujours le capital, augmenter les profits des entreprises et les dividendes pour les actionnaires.

En Roumanie, les mesures imposées par le Fonds Monétaire International (FMI) et l'Union Européenne (UE) ont déclenché des manifestations (80 000 personnes à Bucarest le 27 octobre) et de nombreuses grèves: les manifestants réclament la démission du gouvernement et s'opposent à un plan de rigueur particulièrement violent, à savoir une augmentation de la TVA de 19% à 24%, la suppression de 100 000 postes dans la fonction

publique, la baisse de 15% des allocations chômage, la réduction de 25% des salaires des fonctionnaires ... Mais c'est en Grèce que les plans du FMI avaient d'abord été mis en place, plus tôt dans l'année: depuis le mois de février les grèves générales et les manifestations se succèdent pour s'opposer au plan de rigueur du gouvernement Papandréou et à la pointe des luttes on retrouve le parti communiste de Grèce (KKE) et le front syndical PAME. Là encore, les mesures sont du même type: réduction des rémunérations des fonctionnaires et des pensions des retraités, aug-

mentation de la TVA, report de l'âge de départ en retraite... En République Tchèque, ce sont également les fonctionnaires qui sont touchés par des baisses de salaires et ce sont environ 50 000 personnes qui ont manifesté à Prague le 21 octobre. L'Espagne et le Portugal sont touchés par une hausse importante du chômage, conséquence de la crise mondiale du capitalisme, et les gouvernements envisagent des mesures d'austérité similaires aux autres pays de l'UE. La grève générale du 29 septembre et ses nombreuses manifestations dans tout le pays ont été un succès en Espa-

leur syndicat de classe, la FIOM (branche de la CGIL), et sur des revendications remettant en cause toute la politique gouvernementale de Berlusconi. Une autre grande manifestation interprofessionnelle est prévue le 27 novembre.

Le 4 décembre, les Irlandais aussi seront appelés à descendre dans la rue car en Irlande, gravement touchée par la crise mondiale, le gouvernement a baissé certaines retraites, et envisage la fin de la gratuité de l'eau, la privatisation d'entreprises publiques, la baisse des salaires dans la fonction publique... Enfin, en

Allemagne et au Royaume-Uni aussi, les syndicats se préparent à riposter aux plans d'austérité des gouvernements.

Partout, la colère des peuples d'Europe monte. Ils ont bien compris que les capitalistes voulaient leur faire payer la crise et surtout les illusions tombent de plus en plus rapidement sur la nature de l'Union Européenne, qui ne les « protège » pas, contrairement aux discours mystificateurs. De plus en plus nombreux, les travailleurs s'opposent maintenant à cette machine de guerre économique au service d'une classe, celle des capitalistes, au-delà de leurs nationalités.

Par ailleurs, les luttes nationales des travailleurs dans les différents pays du continent ne se développent pas en vase clos, bien au contraire, mais la lutte de l'un stimule la lutte de l'autre, et les soutiens franchissent les frontières.

La FSM (Fédération Syndicale Mondiale), ainsi que nombreux syndicats et partis communistes d'Europe et du monde entier ont clairement affiché leur soutien aux luttes menées partout en Europe et spécialement en France contre la réforme des retraites. Et cela sur des bases de classe ! En Espagne, au Portugal et en Italie, on espère de plus en plus « faire comme en France ! ». La FGTB, syndicat belge, pousse la solidarité avec les raffineries françaises en bloquant des dépôts de carburant en Belgique ! Des messages de soutien à la lutte en France émanent du Brésil, des syndicats allemands, portugais, grecs, du LKP en Guadeloupe, des syndicats révolutionnaires turcs ou d'Afrique (Madagascar, Djibouti, Sénégal, Burundi, Tchad, Côte d'Ivoire et Burkina Faso)...

Bien comprendre que la lutte aujourd'hui menée en France est une partie de la lutte plus générale contre le capitalisme, l'impérialisme et ses institutions comme l'UE et le FMI est essentiel. Nous ne sommes pas seuls à lutter, ni en France, ni en Europe, ni ailleurs ! Nous sommes les plus nombreux et nous pouvons faire payer la crise aux capitalistes qui en sont les seuls responsables !

## NOS RETRAITES:



### attendre 2012 sans agir



No problem!  
ERIC.  
Tu sais bien  
qu'au FMI,  
loin d'ici,  
j'ai appris l'art  
et la manière  
de pressurer  
les peuples!

DOMINIQUE,  
je te passe  
le relais  
de la moulinete.  
C'est désormais  
à ton tour d'agir!  
Bon courage...

## serait suicidaire!

ne et les syndicats portugais ont appelé à leur tour à une journée de grèves et de manifestations le 24 novembre. En Italie, c'est le secteur de l'Education qui s'est d'abord fortement mobilisé: 300 000 manifestants à Rome le 8 octobre pour protester contre les coupes budgétaires dans le domaine de l'éducation et de la recherche. Ce sont presque 130 000 postes qui seront supprimés dans ces domaines et 7,4 milliards d'euros retirés des crédits. Puis, le 16 octobre, ce sont près d'un million de métallurgistes qui sont descendus dans la rue à Rome, à l'appel de

## Eric, CGT Cégélec et UL CGT Béthune : « On a fait vaciller le capital »

Depuis le mois de mars, on a fait l'unité des cinq unions locales du territoire autour de Béthune, et on fédère toutes nos luttes. On a fait des gros mouvements de 3500 personnes ce qui n'était encore jamais arrivé sur Béthune. 200 000 tracts ont été distribués depuis le début de la lutte dans toutes les entreprises. Tous les syndicats ont participé à ces différentes actions. On fait un blocage toutes les semaines : ronds-points, bases de supermarchés, zone industrielle de la Française de Mécanique de Douvrin, opérations escargot, rassemblements devant les permanences du député UMP, on a même fait des barricades, sur le pont symbolique menant aux quartiers populaires de Béthune.

Le secteur privé a mobilisé assez fortement, beaucoup plus que d'habitude. Dans mon entreprise à Cegelec, on a eu des 60% de grévistes, 800 ouvriers en débrayage à la FM, des débrayages à Mac Cain, si le MEDEF vient de déclarer que le patronat a perdu 4 milliards d'euros au cours de ce mouvement, c'est bien la preuve que les grèves ont été massives, même si les médias ne les ont pas vraiment couvertes. 4 Milliards, c'est l'équivalent du chiffre d'affaire en un an d'une multinationale comme celle dans laquelle je travaille, qui a 30 000 salariés. On a fait vaciller le capital, il a tremblé, mais il n'a pas cédé, donc il faut qu'on continue la lutte dans ce sens là. Continuer les blocages et les grèves, tout en continuant d'informer. Nous, on a toujours continué à diffuser des tracts venant de nos échanges en AG localement, l'information doit circuler largement, contre la propagande médiatique !



## Jean René, CGT France Télécom : « on se bat aussi pour savoir dans quelle société on va vivre »

On est mobilisé dans les actions de blocage avec d'autres syndicats, notamment la CGT cheminots, contre la réforme des retraites. Le conflit arrive à augmenter de lui-même, et il faut s'appuyer là-dessus pour qu'il se renforce encore avec les actions quotidiennes votées en AG. On a tous dans les têtes l'exemple de 1995 [victoire contre le plan Juppé]. D'ailleurs, tout le monde se rappelle de décembre 1995, mais beaucoup ont oublié qu'avant il y a eu octobre et novembre 1995 marqués par plusieurs journées de grèves avant une vraie reconductible à partir du 4 décembre. Il a fallu 10 AG chez nous avant qu'on parte réellement en grève reconductible, donc ça se construit sans se décréter.

A France Télécom la semaine dernière il y avait 49% de grévistes, une bonne participation aux manifs, même si la question de la grève reconductible n'est pas mûre. Il y a des grèves sur plusieurs jours consécutifs mais encore localisées, on multiplie les journées d'actions en faisant tout pour que la grève se généralise en France.

L'ambiance à France Télécom reste marquée par les événements que tout le monde connaît aujourd'hui, on sait peu qu'il y a eu plus de suicides encore cette année (18) que l'année dernière à la même période : il y a un ras-le-bol général chez nous qui rend les salariés plus réceptifs à la grève aujourd'hui.

Chaque jour de grève, on fait un piquet devant l'unité et on diffuse des tracts, on discute beaucoup entre nous, avec ceux qui rentrent et qui ne font pas grève. C'est évident que même chez ceux qui ne font pas grève ou ne peuvent pas la faire, tout le monde est d'accord avec nous et soutiennent le mouvement. L'information est très bien passée chez nous, par internet, par des power-point expliquant les détails de cette réforme, toutes les conneries qu'on est en train d'essayer de nous faire avaler... tout le monde a bien compris la finalité de cette réforme. On en parle souvent entre syndicalistes : au-delà de cette bagarre sur les retraites, on se bat aussi pour savoir dans quelle société on va vivre : dans cette société basée sur le pognon, il faut payer une mutuelle pour pouvoir se soigner, les vieux ont de moins en moins les moyens de se soigner et ce facteur là n'est pas compté quand on prétend que l'espérance de vie a soi-disant augmenté. Nous on se bat pour une société plus juste, plus équitable, où il y a une répartition des richesses.

Ceux qui attendent 2012 se font des illusions : le PS ne parle pas de revenir à 60 à taux plein, les 41,5 annuités figurent dans leur programme aussi. On peut permettre de partir à 60 ans formellement, mais à cet âge là, qui aura 41 ans et demi de cotisation ? Personne ! Donc ça veut dire qu'on partira avec des retraites de misère, soit on devra cotiser à côté obligatoirement pour une complémentaire.



## Philippe, CGT cheminot : « c'est dans l'intérêt de nos enfants eux aussi qu'on se bat »

Toutes nos actions sont discutées et décidées en AG. On est concerné par la lutte contre la réforme des retraites, notamment par rapport à la cessation progressive d'activité et par rapport à la pénibilité. Aujourd'hui on entend le gouvernement dire qu'on tient compte de la pénibilité dans le privé, alors que chez nous c'est mis en place depuis les actions de 2007 et ils sont déjà en train de le remettre en cause.

Maintenant, au-delà même de notre statut de cheminots, on est aussi des pères et des mères de famille, et c'est dans l'intérêt de nos enfants eux aussi qu'on se bat en ce moment. Travailler jusqu'à 65 voire 67 ans, pourquoi devrions-nous faire cet « effort » alors que les parlementaires eux, refusent de toucher à leur propre statut il y a quelques jours !

Dans cette lutte, on ira jusqu'au bout par rapport à ce qu'on vote en AG, même si nous n'y arriverons certainement pas tout seuls. Dans les actions qu'on organise, des camarades gaziers, des profs, des municipaux, etc. nous rejoignent. Même les jeunes prennent conscience de la nécessité de se battre. Aujourd'hui une conscience a été prise par la majorité, et ça peut faire plier le gouvernement. Ça fait combien de temps qu'on a pas vu 3,5 millions de personnes dans les rues ? C'est énorme !



# Les jeunes en renfort contre la casse des retraites : une victoire quelle que soit l'issue!

Par le Cercle Communiste de Région Parisienne

## Une jeunesse manipulée ?

Lancé avant l'été, le mouvement contre la réforme des retraites a été massivement rejoint par les jeunes en septembre. Bien souvent, le collectif « *retraites, une affaire de jeune* » (regroupant la quasi-totalité des organisations de jeunesse de gauche) a permis de lancer la mobilisation dans les facs et les lycées, puis la jeunesse s'est auto-organisée par le biais des assemblées générales.

Où sont les adultes sournois manipulant la jeunesse trop crédule ? Nulle part ! Malgré les montages de nos JT qui présentaient une jeunesse crétinée et ignorante, le mouvement a été

fiscales dont se repaissent patrons et actionnaires. Au-delà des simples revendications sur le financement, les jeunes des catégories populaires voient leurs parents soit souffrir au travail soit subir le chômage, c'est donc souvent aussi l'exploitation au travail qui est aussi remise en cause.



## Des pratiques irresponsables ?

En octobre, les lycéens et les étudiants sont venus grossir les rangs des cortèges de manifestants. Mais les lycéens et les étudiants ne s'arrêtent pas aux jours de mobilisations nationales, et organisent des blocages, manifestent localement, ou vont soutenir des travailleurs en lutte. Ce type de pratique a toujours tendance à énerver nos gouvernants car ils n'ont aucun contrôle sur ce mouvement parti de la base et qui ne se laisse pas canaliser par quelques journées sporadiques de mobilisation ni par des préavis ou des déclarations préalables en préfecture.

pas raison de se révolter ? N'oublions pas qu'un jeune de 18 ans avait 10 ans lorsque Sarkozy devenait ministre de l'intérieur, cette jeunesse est rentrée dans l'adolescence en même temps que les flashballs dans les commissariats !

## Les casseurs, c'est eux !

Suite aux « troubles » qu'ont connus par exemple Nanterre ou Lyon au cours du mois d'octobre, les médias bourgeois, en chœur avec l'UMP et le PS, n'ont pas arrêté d'opposer les fameux « casseurs » aux « bons » manifestants, représentés par les syndicats étudiants et lycéens (Unef, Fidl, Unl), tous extrêmement proche du parti socialiste. Mais la jeunesse a globalement su esquiver ces divisions systématiques et n'oublie pas qui sont les vrais casseurs : ce sont eux qui brisent nos vies pour leurs profits.



uniquement enclenché par elle et si les jeunes ne se sentaient pas concernés, ils ne se seraient pas autant engagés dans cette lutte.

## Une réforme dans l'intérêt de la jeunesse ?

La jeunesse n'est pas dupe, il est difficile de croire que les caisses du gouvernement sont vides pour payer les retraites mais pleines pour sauver les banques ou exonérer les classes dominantes. La jeunesse a rapidement compris qu'elle avait les mêmes intérêts que les travailleurs sur ce sujet, personne ne veut travailler de 2 à 5 ans de plus pour une retraite de misère, alors qu'il suffirait de taxer les revenus financiers ou de stopper les exonérations

## Une bande de casseurs ?

Les médias bourgeois nous parlent de voyous, de jeunes de cités troublant le bon déroulement des manifestations... On essaye de rétablir l'image des « *bandes de racailles* » qui attaquaient les manifestants pendant la lutte contre le CPE en 2005. En 2010, ce qui a clairement été révélé au contraire, c'est le rôle de provocateur joué par la police, « chauffant » les jeunes, cassant eux-mêmes des vitrines, se déguisant en manifestants avec badge CGT...



Bien sûr aussi, face aux provocations policières, certains jeunes, de cités ou pas, fils d'immigrés ou non, lycéens, étudiants, déscolarisés, chômeurs, travailleurs, réagissent violemment. Au-delà des retraites, ces jeunes se révoltent en fait contre l'oppression de l'Etat contre eux et leur classe, oppression économique, sociale, policière, historique, raciste...

Malgré une répression sans précédent du mouvement de la jeunesse, malgré les gaz, les coups, les interpellations, malgré les tentatives de divisions entre jeunes et travailleurs, puis entre jeunes « pacifiques » et jeunes « casseurs », la jeunesse tient le bon cap et continue à lutter dans l'unité avec les travailleurs. La victoire est déjà acquise : comme tant d'autres par le passé, cette génération est passée dans la meilleure des écoles : la lutte !

**La jeunesse au combat défilera toutes vos lois !**



Blocage des lycées de Tourcoing - octobre 2010

La jeunesse n'a-t-elle

# Casse de la médecine du travail : Pourquoi perdre du temps avec le vernis démocratique quand on peut passer en force ?

Le système capitaliste broie notre santé à coup de réformes destinées à nous rendre toujours plus corvéables pour un coût toujours moins important. La dernière en date est à l'image de ce pouvoir UMP-MEDEF, méprisant à l'égard de la volonté populaire et destructeur de nos droits. Ils ont ainsi profité du projet de loi sur la réforme des retraites pour glisser des amendements visant à détruire la Médecine du Travail. Le lien ? « La pénibilité et les facteurs d'exposition aux risques »... Autrement dit, cette réforme de la Médecine du Travail aurait pour objectif d'améliorer la santé et la sécurité des travailleurs, pour leur permettre de travailler plus longtemps...

Après deux années de « discussions » le MEDEF n'a pu imposer sa réforme par la voie officielle du « dialogue social ». Le gouvernement s'en est donc chargé sans même prendre la peine de pondre un « projet de loi » ! A quoi bon perdre du temps avec la démocratie formelle quand on peut imposer ses contre-réformes au peuple ?

Ces amendements visent à noyer le médecin du travail dans une équipe pluridisciplinaire avec des infirmières, des intervenants en prévention des risques professionnels qui eux, contrairement au médecin du travail, ne bénéficient d'aucune indépendance statutaire et d'aucune protection légale face à l'employeur. Pas assez de médecins du travail ? Confions certaines missions à des infirmières, quand bien même les textes prévoient que seul le médecin du travail a la compétence pour poser un diagnostic ! Et puis le patron pourrait désigner, parmi les salariés, une ou plusieurs personnes compétentes pour s'occuper des activités de protection et de prévention des risques professionnels dans l'entreprise ! Allons plus loin ! Par accord collectif de branche, certaines professions ne seraient plus couvertes par la médecine du travail mais par un simple médecin généraliste ! Le MEDEF en avait rêvé, l'UMP l'a fait ! Finie la médecine spécifique au travail, vive la médecine *low cost* ! Mais rassurons nous : un autre amendement prévoit que le conseil d'administration des services de santé au travail sera géré de manière paritaire (employeurs/salariés)... mais avec une voix prépondérante pour le président issu des patrons ! Une parité patronale en somme !

Loin d'être une plaisanterie, ces amendements sont bien réels. Comme la casse de notre système de retraites, la destruction de notre service public, la faillite organisée des collectivités locales... la casse de la Médecine du Travail est un cadeau supplémentaire fait aux patrons alors que dans le même temps les risques psycho-sociaux et les maladies professionnelles ne cessent de s'accroître.

Si les amendements ont finalement été rejetés par le Conseil Constitutionnel, ce n'est que partie remise pour le gouvernement, qui déborde sans cesse des règles de plus en plus gênantes de sa « démocratie »...

Qu'est-ce en effet que cette démocratie quand en 2005 on a voté contre la constitution européenne et que Sarkozy nous l'a quand même imposée ? Quand par référendum populaire nous avons rejeté la privatisation de la Poste et qu'elle a quand même été effectuée ? Quand 3,5 millions de travailleurs sortent dans la rue, soutenus par plus de 70% du peuple, pour s'opposer à la destruction de nos droits au départ à la retraite, et que le gouvernement nous répond « Eh bien, ce sera non, le Parlement a voté ! » ?

**La vraie démocratie, c'est nous et nos luttes !**

**PAS DE SOUS POUR LES RETRAITES! LA SANTE ET L'ECOLE! disent-ils ...**

**...MAIS POUR FAIRE LA GUERRE! ils ont prévu un budget 2011-13 de 96 milliards d'€uros!**

**LA GUERRE EN AFGHANISTAN coûte au budget de la nation, donc à nos porte-monnaie 1,3 million d'€uros par jour!**



**UNE TELLE SOMME D'ARGENT PERMETTRAIT D'ACCORDER A DES DIZAINES DE MILLIERS DE FAMILLES PAUVRES LA TOTALE GRATUITE DES FRAIS DE CANTINE SCOLAIRE!**

**UN CHAR D'ASSAUT LECLERC EMAT coûte 16 millions d'€uros!**



**C'EST LE PRIX MOYEN DE LA CONSTRUCTION OU DE LA RECONSTRUCTION LOURDE D'UN COLLEGE DE 600 ELEVES!**

**UN HELICOPTERE DE COMBAT EUROCOPTER TIGRE EC 665 coûte 32 millions d'€uros!**



**== LE PRIX D'UNE PISCINE OLYMPIQUE!  
== LE PRIX DE 16 SALLES MUNICIPALES OMNISPORTS!  
== 15 JOURS DE CLASSE DE NEIGE POUR 32 000 ENFANTS!**

**UN CHASSEUR-BOMBARDIER RAFALE coûte de 70 à 90 millions d'€uros, chacun de ses missiles Scalp EG 80000€ et son heure de vol 35 000€!**



**LE COÛT DE CONSTRUCTION D'UN HÔPITAL (TOUTES DEPENSES CONFONDUES) DE 500 PLACES == LE PRIX DE 3 RAFALES!**

**LE PORTE-AVIONS Charles De Gaulle à propulsion nucléaire aura coûté pour sa construction 3 milliards d'€uros! somme à réévaluer (x2) suite à ses nombreuses avaries!**



**6 MILLIARDS QU'IL AURAIT MIEUX VALU VERSER SOUS FORME D'UNE PRIME ANNUELLE EXCEPTIONNELLE DE 3 000€ AUX 2 MILLIONS DE RETRAITE(E)S VIVANT SOUS LE SEUIL DE PAUVRETE!**

**LE SOUS-MARIN NUCLEAIRE D'ATTAQUE BARRACUDA coûtera 1,5 milliard d'€uros l'unité! 6 exemplaires sont programmés pour 2017-2027!**



**9 MILLIARDS D'€UROS (sans compter le coût famineux des missiles embarqués) == BUDGET POUR LA CONSTRUCTION DE 600 000 LOGEMENTS HLM!**



LA MISE A MORT SOCIALE DES TRAVAILLEURS ET LEURS FAMILLES, **Ça suffit!**  
**7** septembre  
le peuple  
sarko  
**LE 7, SOYONS DES MILLIONS dans la rue, dans l'arène pour mettre hors de nuire le(s) coupable(s)!**

# LOI BESSON, LOI DE REPRESSION...

Analyse du projet de loi Besson d'après un article de l'Humanité du 28 septembre (Marie Barbier)

Cinquième texte sur l'immigration en sept ans, le projet de loi « immigration, intégration et nationalité » adopté à l'Assemblée Nationale en première lecture le 12 octobre (et qui devrait être présenté au Sénat en janvier 2011) marque un nouveau tournant dans la répression contre les sans-papiers (interdiction du territoire, allongement de la durée de rétention), mais aussi contre les étrangers en situation régulière (expulsion des Roms facilitée) et les Français d'origine étrangère (déchéance de la nationalité). La France s'apprête à s'enfoncer dans une dérive au terme de laquelle, l'Etat de droit aura fait long feu sur son territoire.

Officiellement, il s'agit de transposer en droit français trois directives européennes. La directive « Retour », dite directive de la honte; la directive « Carte bleue européenne », la directive « Sanctions ». En réalité, on assiste à une véritable chasse « aux étrangers ».

Les mesures phares du projet ont été largement commentées par la presse, comme la fameuse extension de la déchéance de nationalité mais le texte présenté par le ministre de l'Identité Nationale recèle bien d'autres dispositions inquiétantes, en sanctionnant notamment la montée en puissance de l'Administration dans le droit français. Voici quelques exemples inquiétants du projet de loi.

## Bannissement du territoire européen pendant cinq ans

Création d'une « interdiction de Retour » (IRTF) ou mesure de bannissement. C'est la transposition en droit français de la directive « Retour ». Véritable double peine puisque les expulsions pourront être assorties d'une « interdiction de retour sur l'ensemble du territoire européen » d'une durée de trois à cinq ans. La Préfecture prononcera automatiquement, sauf pour des raisons humanitaires, une IRTF à l'encontre d'étrangers qui auront reçu une obligation de quitter le territoire (OQTF) sans délai de départ volontaire ou qui n'auront pas respecté le délai. Des personnes vivant en France depuis des années, même si elles y ont des attaches, ne pourront plus revenir une fois expulsées. Les demandeurs d'asile déboutés ne pourront plus revenir, y compris en cas de crise dans leur pays.

## Enfermer plus pour expulser plus : la durée de rétention prolongée à 45 jours

Aujourd'hui, un sans-papiers peut être enfermé 32 jours dans un centre de rétention administrative, le temps que le pays d'origine vérifie son identité. Or l'absence de délivrance de laissez-passer consulaires représente pour le Ministre 30 % des échecs d'expulsion. Déduction d'Eric Besson : les consulats ont besoin d'un délai supplémentaire. Son projet de loi allonge donc la durée de rétention de 32 à 45 jours, comme l'y autorise la directive européenne retour, y compris pour les familles avec de jeunes enfants. Or la majeure partie des reconduites se font dans un délai de dix jours. Cette mesure revient à faire de la rétention une mesure punitive.

## Le juge des libertés neutralisé, le juge administratif renforcé

Le projet de loi neutralise le rôle du juge des libertés et de la détention (JLD), considéré comme un véritable obstacle à l'expulsion. Jusqu'à présent, un étranger en situation irrégulière placé en centre de rétention en vue d'une éventuelle expulsion passait devant deux juges: le JLD, qui se prononçait sur le prolongement de la rétention et s'assurait de la légalité des conditions de l'interpellation; et le juge administratif, qui examinait le bien-fondé de la mesure d'ex-

pulsion. Avec la loi Besson, le JLD n'interviendra plus qu'au bout de cinq jours au lieu de deux actuellement. Ce qui revient à priver tout étranger de tout recours effectif, les mesures d'expulsion étant exécutées avant ce délai... En outre les illégalités de la police quand elle interpelle des étrangers ou les rafle en masse ne pourront plus être condamnées et certaines pratiques, jusqu'alors condamnées par les tribunaux, vont devenir acceptables. Ainsi sous couvert d'une «simplification» des procédures, le gouvernement espère augmenter le nombre d'expulsions. Aujourd'hui, un tiers des reconduites à la frontière sont annulées à cause des problèmes de procédure soulevés par les JLD.



## La France transformée en une immense zone d'attente « sac à dos »

Création de ZONES D'ATTENTE SPECIALES, sans limites spatiales, qui pourront recouvrir tout le territoire national, la zone pouvant s'étendre "du lieu de découverte jusque la frontière la plus proche"...

Actuellement, les étrangers arrivant en France et souhaitant demander l'asile sont enfermés dans des zones spéciales, situées au niveau des points frontaliers et dans les aéroports, le temps que leur demande soit étudiée par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA). En cas de refus, ils sont immédiatement refoulés du territoire. Le projet de loi prévoit que les préfets pourront créer des zones d'attente temporaires d'au moins dix étrangers en situation irrégulière, « la zone d'attente s'étend du lieu de découverte des intéressés jusqu'au point de passage frontalier le plus proche ». Une zone d'attente pourrait ainsi « se créer » là où se trouvent des étrangers, comme s'ils l'avaient apportée avec eux, dans leur sac à dos !

## Déchéance de la nationalité: l'inégalité entre Français

Le projet de loi Besson reprend à son compte le tour de vis sécuritaire annoncé par Nicolas Sarkozy lors de son discours à Grenoble le 30 juillet dernier. Un amendement prévoit l'élargissement de la liste des motifs de déchéance de la nationalité française aux condamnés qui auraient causé la mort d'une personne dépositaire de l'autorité publique (policier, gendarme, avocat ou magistrat). La liste des motifs inclura en outre les violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner, lorsqu'elles ont été commises contre un de ces représentants de l'autorité publique et, selon le Code pénal, «dans l'exercice ou du fait de ses fonctions, lorsque la qualité de la victime est apparente ou connue de l'auteur». Ce texte, s'il est adopté par le Parlement, devra encore franchir l'obstacle du Conseil constitutionnel qui, au nom du principe d'égalité devant la loi, n'a accepté jusqu'à présent la déchéance de nationalité que pour les faits qualifiés de terroristes.

## Limiter la libre circulation européenne: un projet de loi «anti-Roms» et anti-pauvres

Le gouvernement a introduit dans le projet de loi Besson des amendements visant directement les Roms sans les citer. Les ressortissants européens présents depuis plus de trois mois sur le territoire pourront être expulsés si leur comportement «a menacé l'ordre public» («trafic de stupéfiants», «proxénétisme», «exploitation de la mendicité», «vol dans un transport collectif», mais aussi «occupation illégale d'un terrain public ou privé») ou s'ils ont exercé une activité salariée sans autorisation. En outre des citoyens européens pourront être expulsés, y compris pendant les trois mois durant lesquels ils ont théoriquement le droit de circuler librement s'ils « deviennent une charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale français »: c'est la clause dite d'ABUS DU COURT SÉJOUR qui sous prétexte de lutter contre la multiplication des allers-retours pratique une chasse aux citoyens européens les plus pauvres.

## Travail : La grande illusion. Les sanctions contre les employeurs revues à la baisse

En novembre 2009, en plein mouvement de grève des travailleurs sans papiers, le ministre du Travail de l'époque, Xavier Darcos, annonçait une série de mesures pour lutter contre l'emploi illégal: sanctions pénales visant les donneurs d'ordres en cas de sous-traitance et fermeture administrative des entreprises employant des sans-papiers. Un an après, ces mesures ont été nettement allégées, notamment par la commission des Lois. Un amendement de Thierry Mariani exonère les employeurs « de bonne foi » de toute poursuite sur le plan pénal pour des recrutements rendus illégaux « du seul fait du comportement des salariés concernés ». En clair, si l'inspecteur du travail ne peut apporter la preuve que l'embauche de sans-papiers est volontaire, aucune poursuite pénale ne pourra être engagée. Reste dans le projet de loi une « indemnité forfaitaire » de trois mois de salaire (au lieu d'un mois auparavant) pour les travailleurs sans papiers licenciés. Ceux qui auront pris le risque d'aller aux prud'hommes.

## La fin du droit au séjour des étrangers malades

Un amendement de l'UMP Thierry Mariani a pour objectif de supprimer le droit effectif au séjour des étrangers malades, mis en place par la loi Chevènement de 1998. Cette dernière permet aux étrangers «dont l'état de santé nécessite une prise en charge médicale dont le défaut pourrait entraîner pour lui des conséquences d'une exceptionnelle gravité» de bénéficier d'une carte de séjour lorsqu'ils ne «peuvent effectivement bénéficier d'un traitement approprié» dans leur pays d'origine. L'amendement propose que ce titre de séjour ne soit plus délivré qu'en cas d'« inexistence » du traitement dans le pays d'origine. La nuance est de taille: la question n'est pas l'existence du traitement dans le pays d'origine, mais la possibilité ou pas d'y avoir accès. «L'existence d'un unique établissement de soins dans le pays exonerera la France de toute prise en charge, même s'il est notoire que l'offre de soins n'est pas disponible en quantité suffisante ou que les structures sanitaires sont inaccessibles pour des raisons de distance ou de coût», explique le Collectif Uni/e/s contre une immigration jetable, pour qui, «le refus d'accorder des titres de séjour aux étrangers malades présents en France, condamne nombre d'êtres humains tout simplement à la mort». C'est surtout une manière de limiter l'accès aux soins des étrangers les plus

nécessiteux. Les dictateurs, eux, pourront toujours venir se faire soigner en France.

### **Pénalisation des « mariages gris »: s'attaquer aux familles**

Éric Besson en a fait son cheval de bataille: la lutte contre les « mariages gris », autrefois appelés « mariages blancs » et définis comme une « escroquerie sentimentale à but migratoire ». Un amendement au projet de loi prévoit que s'il est démontré qu'un étranger s'est marié « contrairement à son époux, sans intention matrimoniale », il sera désormais passible d'une peine de sept ans de prison et de 30 000 euros d'amende. Pour les Amoureux au ban public, association de soutien aux couples mixtes, « loin de servir l'objectif affiché de lutte contre la fraude au mariage, ces durcissements législatifs ont pour conséquence de plonger l'ensemble des couples franco-étrangers un peu plus dans la précarité administrative et traduisent la volonté du gouvernement de s'attaquer à l'immigration familiale, stigmatisée comme une immigration subie ».

### **Immigration choisie : une green card à la française**

Dans la logique de l'« immigration choisie » prônée par Nicolas Sarkozy, le projet de loi Besson instaure un nouveau titre de séjour : la carte bleue européenne. Équivalent de la green card américaine, cette carte de séjour, valable trois ans et renouvelable, ne sera délivrée qu'aux travailleurs étrangers disposant d'un contrat ou d'une promesse d'embauche ferme pour un emploi « hautement qualifié », pouvant justifier d'un diplôme d'au moins bac +3 ou d'un salaire mensuel d'au moins 3 991 euros.

Comme pour la carte compétences et talents, créée par Nicolas Sarkozy en 2006, ce nouveau titre de séjour ne devrait concerner que quelques centaines d'étrangers. Seulement 182 cartes compétences et talents ont été délivrées en 2008, ou encore 1 949 cartes de séjour scientifiques.

### **« Immunité humanitaire » : Fausse immunité humanitaire en matière de « délit de solidarité »**

Le seul aspect positif de cet article de loi est la reconnaissance par le Ministre lui-même du « délit de solidarité » jusqu'ici nié par lui. Mais des poursuites sont toujours possibles même pour des aidants agissant sans but lucratif. Ainsi l'éventail des possibilités de poursuites reste extrêmement large: en cas d'aide à l'entrée (le fait de pénétrer sur le territoire d'un État), mais aussi l'aide à la circulation et au séjour, notions particulièrement larges qui vont d'un simple passage sur le territoire à une résidence habituelle ; d'aide active (fournir un hébergement ou un logement, le gîte ou le couvert, de l'argent, un travail, accompagner ou prendre dans sa voiture, aider à préparer des documents pour une régularisation...) apporter une aide directe ou une aide indirecte (par exemple donner de l'argent à un cousin pour qu'il paie un billet d'avion pour son enfant, ou faire un don à un collectif de soutien à des travailleurs sans-papiers...). Ainsi la liste des cas de poursuites est, et reste avec la réforme projetée, extrêmement importante, et permet de poursuivre en définitive toute personne en relation avec un sans-papiers.

Avec ce projet de loi, la France franchit donc un nouveau cap dans sa politique de répression des « étrangers ». Elle instaure des régimes d'exception permanents à l'encontre de ceux-ci et renonce au principe d'égalité des êtres humains inscrit dans la Constitution et dans tous les textes internationaux qui, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, se sont efforcés d'interdire le racisme d'Etat.

Ce projet de loi est une véritable déclaration de guerre contre les migrants, les « étrangers récents ou anciens », les Français d'origine étrangère déjà amorcée avec les événements de ces dernières semaines où la stigmatisation, la discrimination et la répression des étrangers a pris une ampleur inédite.

Enfin le message de ce projet de loi sous-tend l'idée qu'il existe des personnes qui ne bénéficient pas des mêmes droits que les autres et n'ont donc pas la même dignité humaine.

Mais ne nous y trompons pas, le droit des étrangers a toujours été le "laboratoire du pire". Si nous n'y prenons garde, demain ce sont nos droits qui seront en cause !

En neutralisant le pouvoir du Juge, en voulant mettre hors jeu les avocats, en interdisant à la Justice de se prononcer sur la légalité des pouvoirs de l'administration, ce ne sont pas que les étrangers ou les populations discriminées que l'on fait ainsi entrer de force dans des zones de non-droit : c'est toute l'Administration française qui se voit contrainte d'entrer dans la suspension de la légalité républicaine, qui n'est rien moins que la suspension de l'exercice démocratique... Un mouvement sans précédent de régression des Droits. Voilà pourquoi il est urgent de combattre le projet de loi Besson.

## **Roms**

# **Racisme d'Etat et division des travailleurs**

Le discours de Grenoble de Sarkozy du 30 juillet 2010 avait un double objectif : 1) détourner l'attention des gens de l'affaire Woerth-Bettencourt qui révélait de façon scandaleuse les liens étroits entretenus entre la classe politique et la finance ; 2) diviser les travailleurs et empêcher leur lutte contre la réforme des retraites. Désigner les Roms comme boucs-émissaires, c'est détourner la colère des dominés contre d'autres dominés. C'est l'éternel « diviser pour mieux régner », la division des travailleurs empêche l'unité du peuple et la victoire des luttes sociales. Les expulsions de Roms ne datent pas d'aujourd'hui, en 2006 ces populations ont représenté 25% des expulsés, soit 6000 personnes. A l'époque Brice Hortefeux déclarait que l'entrée de la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie dans l'Union Européenne en 2007, allait compliquer la réalisation de ses objec-

tifs d'expulsion estimés à 25000 par an. Pour l'année 2010, du 1<sup>er</sup> janvier au 25 août il y a eu 8030 expulsions de Roumains et Bulgares et du 28 juillet au 26 août il y a eu 964 expulsions de Roumains et Bulgares . Ce qui montre que le nombre d'expulsions par mois n'a pas augmenté.

Par contre ce qui est nouveau, c'est la stigmatisation de cette population, l'amalgame Roms = délinquance, la médiatisation de la destruction des camps et des expulsions et un discours gouvernemental raciste décomplexé. L'utilisation de vols charters affrétés par l'OFII (Office Français de l'Immigration et de l'Intégration) et le fait d'organiser des expulsions collectives d'un peuple, nous rappellent des heures sombres de notre histoire (Vichy). Dans la même veine a été révélé l'existence d'un fichier sur « les minorités ethniques non-sédentarisées » le (MENS) au sein de la gendarmerie nationale alors que les statistiques ethniques sont interdites par la loi française.



Par sa circulaire du 5 août 2010, Brice Hortefeux précise aux préfets l'objectif à atteindre : « la réalisation minimale d'une opération importante par semaine (évacuation, démantèlement ou reconduite) concernant prioritairement les Roms ». Confirmant le souci de mé-

diatisation des opérations, une dernière circulaire datée du 9 août 2010 déclare « je vous remercie de veiller à m'informer préalablement de toute opération d'évacuation revêtant un caractère d'envergure ou susceptible de donner lieu à un écho médiatique ».

Face à toutes ces mesures prises à l'encontre des Roms, la France a été épinglée par le parlement européen et l'ONU : 1) le parlement européen a adopté une résolution demandant à la France de « suspendre immédiatement les expulsions de Roms ». Le parlement européen rejette toute position « visant à établir un lien entre les minorités, l'immigration et la criminalité et à créer des stéréotypes discriminatoires » ainsi que « la rhétorique provocatrice et discriminatoire qui a marqué le discours politique au cours des opérations de renvoi (...) qui donne de la crédibilité à des propos racistes et aux agissements de groupes d'extrême-droite » ; 2) en 1971 la France a signé la convention de l'ONU de 1969 sur « l'élimination de toutes formes de discriminations raciales ». Un Comité de 18 experts internationaux indépendants est chargé de veiller à son application auprès des États signataires. Ce Comité a critiqué avec sévérité la politique de la France à l'égard des Roms « le Comité s'inquiète de la montée des manifestations et des violences à caractère raciste envers les Roms sur le territoire de l'Etat partie » en l'occurrence la France. Le Comité « appelle le gouvernement français à intensifier ses

efforts afin de combattre et enrayer la montée du racisme et de la xénophobie en condamnant fermement les discours émanant des responsables politiques qui encouragent ce phénomène ».

Il y en a d'autres qui se réjouissent de cette politique xénophobe de l'Etat français : en Italie le parti fasciste de la Ligue du Nord, principal allié de Silvio Berlusconi, qualifie la politique de Sarkozy à l'égard des Roms de « ligne juste à suivre » et souhaite que l'Italie suive cet exemple. De même Angela Merkel, actuellement en chute libre dans les sondages, en évoquant l'échec de la politique d'intégration, a déclaré « nous nous sentons liés

aux valeurs chrétiennes, celui qui n'accepte pas cela, n'a pas sa place ici ». Cette phrase en évoque une autre tristement célèbre « la France tu l'aimes ou tu la quittes » (slogan de Philippe de Villiers, repris ensuite en 2006 par Nicolas Sarkozy). La chasse aux Roms n'est qu'une partie de la politique sécuritaire que met en place Sarkozy, d'autres mesures montrent du doigt des communautés et des groupes sociaux : 1) proposition de déchoir de la nationalité française les délinquants d'origine étrangère, mesure divisant les Français en deux catégories, les Français « de souche » et les autres, ceci rappelant encore une fois des mesures prises sous Pétain ; 2) peine de prison ferme (2 ans) pour les parents d'enfants délinquants ; 3) durcissement de la loi



**c'est leur campement qu'il faut démanteler!**

Besson envers les étrangers (les principales mesures de cette loi sont détaillées dans ce numéro de *Chantiers*).

Cette politique sécuritaire est la suite logique d'une mise en place de lois racistes et xénophobes qui démontrent un racisme d'Etat décomplexé et une lepénisation qui s'affiche de plus en plus parce que restant impunie voire même encouragée par l'Etat lui-même. La création du « Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire », en 2007, a marqué un tournant dans la politique d'immigration. En 2009 le « grand débat sur l'identité nationale » en fut un autre.

La question de l'Identité Nationale est posée par la bourgeoisie pour détourner les gens de leur colère, et cela quand cette bourgeois

encore augmenter ses profits en paupérisant de plus en plus les travailleurs et leur famille. Ce sont les responsables de la crise qui sont responsables de « l'insécurité sociale » en cassant tous nos acquis sociaux (services publics, législation du travail...), acquis sociaux qui sont garantis dans le cadre national.

**Tous les travailleurs de France, qu'ils soient français ou étrangers, sont nos frères de classe et nous devons travailler à notre unité pour rendre nos luttes victorieuses. « Français, Immigrés : une seule classe ouvrière! »**

## Les corbeaux sont les gitans du ciel ...

par Alexandre Romanès, créateur avec son épouse Délia du Cirque tzigane Romanès

**Extrait d'un hebdomadaire et écrit en août par Alexandre le gitan, patron de cirque, musicien, ex-acrobate, ex-dompteur de fauves et poète, ami de Jean Genet. Belle analyse de la société occidentale...**

Dans les tribus gitanes et tziganes, les hommes et les femmes ont un sentiment d'injustice, une injustice qui vient de loin. Louis XIV avait envoyé son armée pour anéantir une tribu gitane qui se promenait dans l'ouest de la France. Ils ne l'ont jamais trouvée.

Bien avant que la Seconde Guerre mondiale ne commence, la France n'avait pas encore été envahie par l'armée allemande, le gouvernement de la France avait construit des camps pour interner les Gitans et les républicains espagnols. Quand vous allez du côté de Barcelone et qu'ils reconnaissent votre accent français, ce n'est pas, encore aujourd'hui, la meilleure entrée en matière qui soit.

Mon père est né avant la Première Guerre mondiale, son père avait une petite roulotte en bois tirée par un cheval. Mon père disait : « Dans tous les villages que l'on traversait, on nous jetait des pierres. Les seules personnes qui nous défendaient, c'était les aristocrates, les maîtres d'école et les gens d'église ». Mes grands-parents avec leur fille

dormaient dans la petite roulotte, mon père avec ses frères dormaient dehors. Et mon père ajoutait : « On était heureux ». Ils l'étaient probablement autant qu'on peut l'être car les conventions stupides du XIXème siècle ne les atteignaient pas, et surtout ils avaient de l'espace.

Puis la Seconde Guerre mondiale est arrivée et le désastre s'est enclenché. Nous avons d'abord été déportés puis exterminés, comme nos frères de misère, les juifs, les homosexuels et les fous. Jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, économiquement, nous ne sommes pas malheureux car nous faisons des lames pour les couteaux et les épées ; et nous faisons le commerce des chevaux. Nos chevaux étaient magnifiques et nous vivions à la campagne. Après la Première Guerre mondiale, le fusil a remplacé les lames, le camion et la voiture ont remplacé le cheval. L'essentiel de notre activité économique n'existe plus. Et, pis encore, les campagnes se vident au profit des villes et, pour notre malheur, nous suivons le mouvement.

Le virage du XXème siècle, nous l'avons raté. On peut dire que nous avons été droit dans le mur. Pas seulement parce que la base de notre activité économique a disparu, mais il y a aussi notre mentalité. La réussite sociale, la mode, le sport, les vacances, les diplômes, être patron ou employé, être le premier, le plus beau, le plus riche, le plus puissant, ça n'a pas de sens pour un Gitan et



pour un Tsigane. Un vieux Gitan me disait : « En 1939, on m'a enrôlé de force dans l'armée française, mais j'ai quand même réussi à désertier ». Quand je lui ai demandé pourquoi, il m'a dit : « Comment un homme peut-il tuer un autre homme qu'il ne connaît même pas ? »

Aujourd'hui, les problèmes sont différents. Pourquoi devons-nous être contrôlés en permanence ? Si je vais avec ma voiture et ma caravane de Lille à Marseille, je suis contrôlé cinq ou six fois dans la journée. Pourquoi faut-il un permis de conduire spécial pour tracter une caravane de 6 mètres ? Les gens qui partent en vacances ont des caravanes de 3 ou 4 mètres, et là, bizarrement, pas besoin de permis. Mais les caravanes de 3 ou 4 mètres sont achetées par des « non gitans ». Quand il y a un terrain vague loin des habitations, on nous interdit de l'occuper, pourquoi ? Ça dérange qui ? Nous n'avons toujours pas de carte d'identité. Il y a ce qui a été pudiquement appelé « les aires

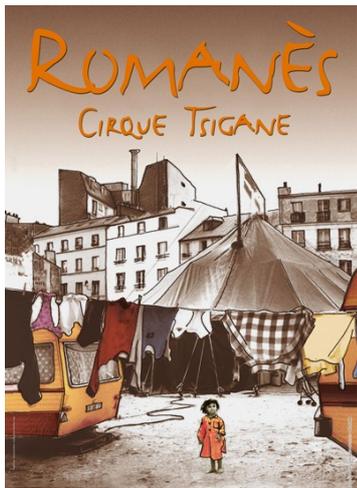
de stationnement pour les gens du voyage ». Pourquoi devons-nous être parqués comme des animaux ? Ces endroits sont presque toujours situés entre l'autoroute et la décharge municipale. On nous dit : « Vous êtes des voleurs ». La France a pillé la moitié du continent africain. On ne dit jamais que les français sont des voleurs. Je suis dans un restaurant à côté du cirque, un homme engage la conversation avec moi, et, comme il est sympathique, nous parlons très librement. Il me dit : « Dites-moi la vérité, vous les Gitans et les Tsiganes, est-ce que vous êtes vraiment terribles ? » Je lui dis que oui, mais j'ajoute : « Vous les gadjos, vous êtes plus terribles que nous ». Le gars me demande de m'expliquer. Je lui dis : « Vous avez inventé deux guerres mondiales, les chambres à gaz, la bombe atomique, l'Inquisition, la colonisation, l'ordinateur... ». « Arrêtez ! », me répond-il. « Je suis d'accord avec vous, nous sommes plus terribles que vous ».

Je connais quelques ministres et quelques députés de bonne volonté. Quelques-uns ont de l'écoute, mais ils sont rares. La plupart des gens qui sont bardés de diplômes et qu'on appelle l'élite n'ont pas d'écoute. Est-ce que ces gens se trouvent très bien, c'est-à-dire supérieurs à tout le monde ? Un vieux Tsigane me disait récemment à propos des gens de pouvoir : « Ce n'est pas parce qu'il ne faut pas écouter tout le monde qu'il ne faut écouter personne ». Le violoniste Yehudi Menuhin affirmait : « Un jour, dans ce monde moderne, plus personne ne saura allumer un feu. Heureusement qu'il y aura des Tsiganes ».

Les hommes et les femmes qui gouvernent l'Europe et qu'on appelle l'élite ne sont ni bienveillants ni prévoyants. Comme me disait récemment une vieille Tsigane : « Pour moi, l'élite, ce sont les hommes et les femmes qui ont du cœur ». Le cœur est-ce que ce n'est pas ce qui manque le plus aujourd'hui ? Est-ce que la société européenne ne va pas de plus en plus vers l'inhumain ? Être le premier, écraser tout le monde, c'est là que va le monde. Tout ça n'est peut-être qu'une question de goût, sauf que le goût s'est effondré dans ce pays.

On accuse les Gitans d'avoir de belles caravanes. Ça ferait sûrement plaisir à beaucoup de monde si toutes les caravanes gitanes étaient délabrées. Et si on avait de la morve

au nez, ce serait encore mieux ! Ce que les sédentaires ignorent, c'est que quand un garçon et une fille se marient, les deux familles et les amis se cotisent pour leur acheter une caravane. Et en plus ils prennent un crédit. La plupart des Gitans français travaillent. Les Tsiganes qui viennent de l'Est pourraient faire des travaux que les Français ne veulent plus faire. Ils ont le droit d'être en France, mais ils n'ont pas le droit de travailler.



ler. Ils sont condamnés à la mendicité, qui est interdite elle aussi. À l'âge de 20 ans, j'ai quitté ma famille qui avait un grand cirque et, pour subsister, je faisais mon numéro de cirque dans les rues de Paris. Jusqu'au jour où ça a été interdit...

Pour faire de la musique dans le métro parisien, il faut une autorisation. Si vous jouez mal, on vous la refuse. Mais si un homme tend la main vers vous, c'est qu'il n'a pas d'autre solution. La RATP fait une différence entre les mendiants qui ont du talent et ceux qui n'en ont pas. Quand il ne m'a plus été

possible de faire mon numéro dans la rue, j'ai rempaillé des chaises que me donnaient plusieurs brocanteurs. Jusqu'au jour où l'on ne m'a plus rien donné. Les chaises partaient en Asie pour être rempaillées à moitié prix. Le monde moderne a supprimé tous les petits métiers. Aujourd'hui, il faut des diplômes pour être balayeur. Sauf que les diplômes, nous n'en voulons pas. Être médecin, architecte, avocat, contrôleur du métro ou caissière de supermarché, ça ne nous attire pas. Et nous contestons la durée des cours et l'enseignement donné dans les écoles.

Le gouvernement déclare la guerre à la délinquance. Une annonce de plus. Si on veut vraiment s'attaquer à la délinquance, c'est très simple, il faut qu'il y ait de la justice. Dans un monde où les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres, c'est bien la preuve qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond. La société occidentale va mal, et ce n'est pas en tapant sur les plus pauvres et les plus faibles que la société ira mieux.

Il paraît que pour la plupart des gens nous devenons ce qui nous entoure. Si c'est vrai... c'est terrible. Il paraît que les français regardent les programmes de télévision plusieurs heures par jour. Si on voulait abrutir un peuple, on ne s'y prendrait pas autrement. À l'âge de 8 ans, j'ai fait trois écoles en six mois. Je ne me suis jamais assis sur le banc.

J'ai appris à lire et à écrire à l'âge de 20 ans. J'étais amoureux d'une Française (non gitane), elle a eu la gentillesse de m'apprendre. Aujourd'hui, je dirige avec mon épouse, une Tsigane roumaine, un petit cirque et je joue du luth baroque. Le baroque français est pour moi ce qu'il y a de plus beau en musique et je viens de publier mon troisième recueil de poèmes, « Sur l'épaule de l'an-

## Hortefeux et Besson ne doivent pas beaucoup aimer le cirque, non pas à cause des animaux en cage, mais des artistes avec une carte de séjour et originaires d'Europe de l'Est...

Dans le prolongement de sa politique xénophobe à l'égard des roms et des gens du voyage, Hortefeux a même osé s'attaquer au seul cirque tsigane d'Europe, installé dans le 17<sup>ème</sup> arrondissement de Paris: le **Cirque Romanès**. Plusieurs de ses musiciens roumains et bulgares ont ainsi été privés de leurs autorisations de travail, puis menacés de reconduite aux frontières. Faut-il rappeler que cette troupe réputée fait régulièrement le tour de France et qu'elle a représenté officiellement - le 21 juin 2010, fête de la Musique - notre pays à l'Expo universelle de Shanghai!

Chasse aux Roms et harcèlement médiatique obligent, ce fut au tour de l'ignoble Besson d'accuser la petite entreprise culturelle d'employer des enfants... Son directeur, **Alexandre Romanès** indigné, de lui répondre: « On nous reproche qu'il y ait des enfants sur la piste... Mais dans la mesure où ils font des numéros qui ne sont pas dangereux, je ne vois pas le problème. Il y a bien les petits rats de l'Opéra et des enfants au cinéma! Et puis, on parle là d'un métier qui ne se transmet que de père en fils »

Dans une pétition en ligne <http://www.petitions24.net/cirqueromanes>, qui compte déjà plus de 20 000 signatures, il en appelle aux parlementaires: « Nous les Tsiganes, on nous accuse de tout et notamment d'envoyer nos enfants faire la mendicité et voler; il faudrait une bonne fois pour toute savoir ce que l'on veut: je demande aux parlementaires français d'avoir la gentillesse de ne pas jeter mes enfants dans la rue et de leur permettre d'apprendre et d'exercer un métier merveilleux que nous nous transmettons de père en fils depuis plusieurs siècles. »

ge», aux Éditions Gallimard. Nicolas Sarkozy a lancé la discussion sur l'identité nationale. J'ai envie de lui dire : « Monsieur le président, commençons d'abord par défendre la langue française. Moi qui suis gitan et qui n'ai pas été à l'école, je parle moins mal le français que vous ». Je n'ai pas remplacé le mot travail par le mot « job ». L'identité nationale, je pense que c'est être à l'aise dans ce pays, respecter ses lois, connaître l'Histoire de France dans ses grandes lignes, mais surtout ses artistes : peintres, musiciens, poètes...

On nous dit : « Vous avez des droits et des devoirs ». Nous sommes d'accord avec ça. Mais, qu'on soit gitan ou pas, tout le monde dans ce pays est d'accord pour dire qu'il y a des lois qui ne sont pas respectables. Et pourquoi des millions de Français ne sont pas représentés à l'Assemblée nationale ? La dernière loi, une de plus, pour interdire la fessée... C'est dommage, car il y a des responsables politiques de gauche et de droite qui en mériteraient une bonne, de fessée !



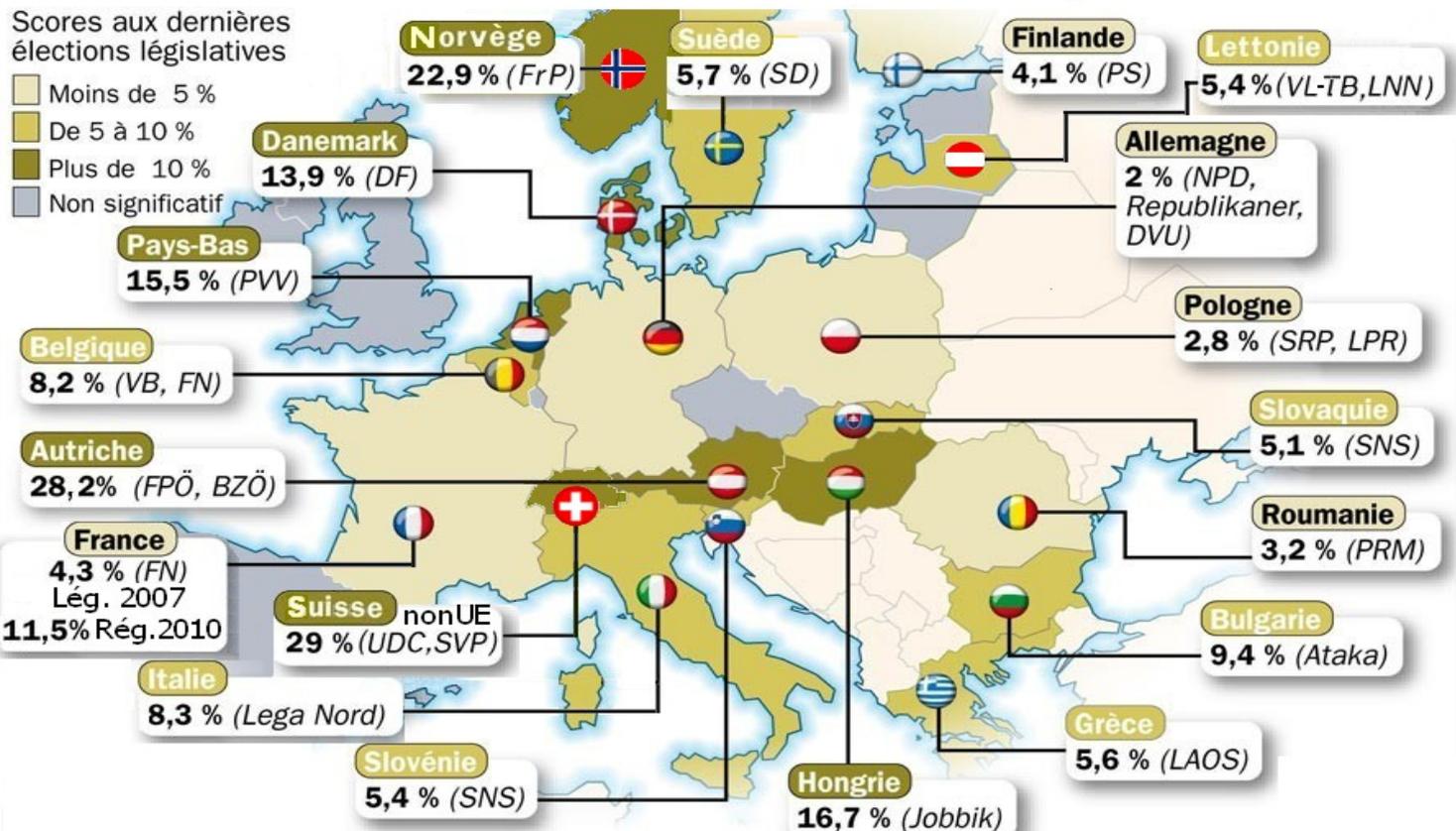
# La montée de l'extrême droite en Europe: Des chiffres qui font froid dans le dos...

Nous assistons depuis plusieurs années à une progression des mouvements d'extrême droite, progression qui s'est confirmée dans différentes élections européennes. Quelques scores obtenus lors des élections européennes de juin 2009 : Italie : 8,3 % (Ligue du Nord), Pays Bas : 15,5 % (Parti pour la liberté néerlandaise de Geert Wilder), Suisse : 28,9 % (Parti du Peuple Suisse), Hongrie : 16,7 % (JOBBIK), Norvège : 22,9 % (Parti du Progrès, 2<sup>ème</sup> parti du pays). En Suède le parti des Démocrates de Suède (parti d'extrême droite) entre au parlement avec 5,7 %. L'extrême droite est également représentée dans les parlements nationaux en Italie, au Danemark, en Slovaquie, en Lettonie, en Bulgarie et en Autriche. En Autriche, les deux partis d'extrême droite, le parti Autrichien de la Liberté (FPÖ) et l'Alliance pour l'avenir de l'Autriche (BZÖ) cumulent 29 % des voix aux dernières législatives. En France, aux élections régionales de mars 2010, le FN a réalisé 11,5 % des voix, nette progression, comparée aux résultats des législatives de 2007 (4,29 %). Au niveau européen, dans un contexte de crise généralisée, les gouvernements désignent de plus en plus ouvertement des boucs émissaires qui seraient responsables du chômage, de la délin-

quance, de l'insécurité et qui mettraient en péril notre identité nationale. Ces boucs émissaires sont les étrangers et plus particulièrement les musulmans. Dans cette démarche, la France se place en bonne position : lien entre immigration et délinquance, amalgame entre musulmans – islamistes et terroristes, création d'un ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale ... loi sur la burqa, débat sur l'identité nationale, chasse aux Roms ...

Ces politiques d'Etat racistes et xénophobes ne peuvent que favoriser la progression des idées prônées par les partis fascistes. Au delà de cet « ennemi intérieur », la grande bourgeoisie a fabriqué un autre « ennemi » qui viendrait de l'extérieur : l'Islam (avant c'était le communisme). Nous pouvons remarquer que, lorsque les régimes démocratiques représentent un frein au développement des intérêts de la grande bourgeoisie, celle-ci pour se défendre, adopte des lois qui sont de plus en plus dures et se rapproche ainsi des partis fascistes. Cette situation rappelle la période des années 30. Rappelons-nous aussi que, quand le capital s'associe aux partis fascistes, cela est souvent annonciateur de futures guerres impérialistes.

## L'extrême droite dans l'Union Européenne



La droite extrême et son populisme anti-immigration gagne du terrain chaque jour... telle une épidémie de peste brune qui se répand sournoisement aux quatre coins de la forteresse Europe, espace se prétendant patrie de libertés et havre de démocratie!...

De façon globale, l'on constate une succession de scores électoraux presque toujours en hausse, avec parfois des résultats surprenants, voire des situations dans lesquelles des formations xénophobes, islamophobes et fascistes à peine surgies de l'ombre et montées en épingle par les magnats de la presse sont en position d'arbitrer la formation d'un gouvernement.

Quand elles n'entrent pas carrément au gouvernement comme en Hongrie, aux Pays-Bas, en Suisse, Norvège, Grande-Bretagne, Bulgarie et Italie.

Même lorsqu'ils ne parviennent pas aux portes du pouvoir, ces partis font entrer leurs priorités politiques dans la thématique de campagne des partis conservateurs, libéraux et démocrates,... puis dans leurs programmes de gouvernement. Sarkozy le photocopieur du Front national est le prototype parfait de cette connivence, la figure emblématique de cette consanguinité idéologique droite/extrême-droite !



**Manifestation antifasciste de nos camarades belges du PTB contre le Vlaams Blok (aujourd'hui Vlaams Belang)**

# racisme

## Vapeurs d'égout, de Guerlain - Paris

« Pour une fois, je me suis mis à travailler comme un nègre. Je ne sais pas si les nègres ont toujours tellement travaillé, mais enfin... » a déclaré ironiquement Jean Paul Guerlain, patron de l'entreprise du même nom, le 15 octobre dernier sur un plateau télé.

L'humour résidait sans doute dans le fait que les patrons dans son genre n'ont sans doute pas travaillé comme des bêtes de somme, battus, fouettés, et pressurés jusqu'à ce que mort s'ensuive dans des champs de coton ou des galères... puisqu'ils étaient et sont encore d'une certaine façon du bon côté du fouet.

Les propos scandaleux du milliardaire rappellent une dimension essentielle de la lutte de classe historique: dans un pays comme le nôtre, où la bourgeoisie a dû subir à la fois des offensives ou-

vières de grande ampleur (la Commune de Paris, le Front Populaire, etc.) et des défaites historiques face au Viet Minh ou au FLN algérien, le racisme n'est pas un « travers humain inévitable » mais un venin idéologique distillé par le patronat pour diviser les travailleurs en fonction de leurs origines pour mieux régner.

C'est d'ailleurs dans ce sens qu'en 2009 les travailleurs de Guadeloupe, noirs opposés aux « békés » blancs descendants d'esclavagistes, articulaient « luttes de classe et de race », comme l'exprimait très justement Elie Domota, leader du LKP.

Contre les travailleurs de France, dont 30% sont issus de l'immigration postcoloniale, les « petites phrases » d'Hortefeux (« les arabes, quand il y en a un ça va, c'est quand il y en a plusieurs qu'on a des problèmes ») ou de Guerlain ne sont que les manifestations de plus en plus décomplexées d'un racisme d'Etat dont les innombrables tentacules ont pour nom arabophobie, négrophobie, islamophobie, peur du « péril jaune », haine des Roms...

Heureusement des travailleurs, des citoyens, des organisations politiques et associatives réagissent au « racisme ordinaire » d'un patronat qui révèle sa nature profonde en manifestant, en portant plainte. Guerlain a dû présenter des excuses publiques...

Mais seule l'union organisée des travailleurs saura venir à bout d'un patronat prêt à tout, verbalement puis dans les faits pour diviser et détourner notre haine de classe légitime contre d'artificiels boucs émissaires !



A l'occasion de la braderie de Lille début septembre, la Coordination Communiste 59 - 62 a tenu comme chaque année un stand politique, occasion de faire sa « rentrée politique » en diffusant des tracts pour la grande grève du 7 septembre, dans un climat de lutte de classe très motivée contre la réforme des retraites, et plus largement en diffusant sa presse, ses analyses politiques. Ce fut également l'occasion d'un pot fraternel traditionnel avec nos compagnons de lutte sur le terrain et nos sympathisants: Tour à tour, nos camarades de l'Association France Palestine Solidarité, de Génération Palestine, de France Cuba Lille Métropole, du Comité des Sans Papiers 59, du PCF (section de Lille) ont pris la parole, après une allocution de notre organisation.



**PROFITEZ DE CE NUMÉRO POUR VOUS ABONNER!**

Chèque à l'ordre de la Coordination Communiste  
10 euros = 6 n° / Coordination Communiste, BP 51,  
59007 Lille CEDEX coordcommuniste@numericable.fr

# Amérique Latine: La contre-offensive progressiste!

Depuis l'élection d'Hugo Chavez comme président de la république du Venezuela en 1998 jusqu'à l'élection de Mauricio Funes au Salvador en 2009, l'Amérique Latine est le terrain d'une expérience inédite de réponse au capitalisme mondialisé. Ce sous-continent a été marqué pendant les décennies 80 et 90 par des régimes aux ordres du FMI et de l'impérialisme américain tant sur le plan interne (mise en œuvre de politiques ultralibérales de privatisations des services publics, de hausses des inégalités sociales, de répression des mouvements sociaux) qu'externes (isolement de Cuba socialiste, soutien de l'impérialisme américain au niveau international, etc.).

La réaction impérialiste ne s'est pas fait attendre et la décennie a été marquée par une guerre de classe ininterrompue contre les nouveaux régimes : campagnes médiatiques de calomnies des leaders, fomentations de troubles et tentatives de coup d'Etat, etc. L'objectif de ces manœuvres est limpide : empêcher les différentes expériences de s'inscrire dans la durée et ainsi de se transformer en exemple pour le reste du monde d'une part et empêcher ces alternatives de se renforcer l'une l'autre en développant des axes régionaux de développement d'autre part. Il s'agissait de transformer le progressisme de la région en épisode éphémère permettant de réimposer l'ultralibéralisme comme seule politique possible et de réinstaller l'isole-

ment de Cuba. Les dernières élections dans différents pays, ainsi que les réactions populaires contre les tentatives de putsch viennent démentir ces espoirs réactionnaires : les leaders progressistes sont réélus ou remplacés par des membres des mêmes forces politiques de gauche, les tentatives de coup d'Etat échouent.

En Equateur Rafael Correa déjà élu en 2006 est réélu en avril 2009 dès le premier tour avec 54,92 % des voix. Cette réélection survient après l'adoption d'une nouvelle constitution en 2008 qui selon ses propres mots vise à enterrer le « modèle néo-libéral ». Cette constitution progressiste ne pouvait qu'ulcérer les Etats-Unis : retour de l'Etat dans la gestion économique et monétaire de la nation, possibilité de dissoudre le parlement si celui-ci « empêche l'exécution du plan national de développement », reprise de contrôle de l'Etat sur les secteurs stratégiques (énergie, mines, télécommunication, eau), reconnaissance des peuples indigènes et accession des langues *kichwa* (quechua) et *shuar* comme langues officielles, mises en œuvre de nombreux programmes sociaux, etc. Les décisions suivent rapidement : fermeture de trois chaînes de télévision privées et d'une radio qui étaient les voix de l'impérialisme américain, annonce de sa décision de renégocier la dette équatorienne et les contrats avec les grandes sociétés énergétiques étrangères, diminution par deux

de son salaire de président de la République, déclaration de l'Equateur comme étant en « défaut de paiement » de sa dette extérieure, rapprochement avec le gouvernement de Cuba et du Venezuela, etc. Avec un tel bilan, il n'est pas étonnant que les USA décident de fomenter un coup d'Etat en septembre 2010 en s'appuyant sur des éléments des forces de police qui le séquestrent. L'échec est complet : la mobilisation populaire est immédiate, les forces armées restent fidèles et désarment les putschistes, onze états sud-américains lui manifestent un soutien total.

Au Venezuela les élections législatives de septembre 2010 étaient annoncées par de nombreux médias bourgeois comme l'échec de la vérité pour le Parti Socialiste Unifié du Venezuela et son président Hugo Chavez. La coalition qui soutenait Chavez était composée de son parti (le PSUV) et du Parti Communiste du Venezuela (PCV). Le résultat est à tous les niveaux incontestable : 98 sièges pour la coalition bolivarienne sur les 165 mis-en-jeu ; un nombre de députés plus important que pour la législature précédente (92 députés boliviariens) ; taux de participation record (66,45 %) ; la diversion « d'extrême gauche » de « Patrie Pour Tous » n'a obtenu que 5 % des voix ; etc. Comme le soulignait le président Chavez en commentant les résultats : "Il n'y a pas de doute que les forces révolutionnaires ont ob-



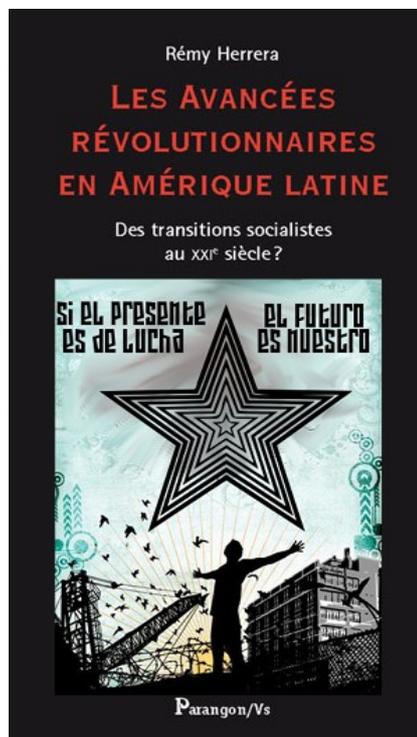
## NOTE DE LECTURE LES AVANCEES REVOLUTIONNAIRES EN AMERIQUE LATINE Des transitions socialistes au XXI<sup>e</sup> siècle?

Editions Parangon

de Rémy Herrera

*Aujourd'hui, l'Amérique latine tout entière est en mouvement. Ses peuples sont debout et marchent avec l'histoire. Dans un*

*contexte mondial encore marqué par une fragilité relative des forces de gauche, les organisations de classe et les mouvements de masse latino-américains ont su trouver ces dernières années les moyens de passer de la défensive à l'offensive, produisant dans plusieurs pays de réelles avancées révolutionnaires. Les revendications se radicalisent, poussant les critiques antimilitaristes et anti-néolibérales jusqu'à des luttes clairement anti-impérialistes et anticapitalistes. L'appel au lancement de processus de transition socialiste, dans les conditions difficiles de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, reçoit un écho favorable de plus en plus large. Ce sont ces mobilisations populaires, fort diverses, mais qui partout s'intensifient, que ce livre aide à comprendre.*



### SOMMAIRE

Introduction. Forces progressistes et avancées révolutionnaires en Amérique latine: une grille de lecture  
1. Une clé de la résistance anticapitaliste et anti-impérialiste: *Cuba socialiste*  
2. Les révolutions anti-néolibérales et anti-impérialistes aux prises avec le capitalisme: *Venezuela, Bolivie, Equateur*  
3. Les mobilisations populaires sous des gouvernements progressistes: *Brésil, Argentine*  
4. La montée des luttes populaires face aux régimes réactionnaires: *Mexique, Colombie, Pérou, ... Honduras depuis juin 2009*  
5. L'aube de régionalisations alternatives ou la difficile marche vers un monde multipolaire: *Alba, Mercosur, Unasur*  
Conclusion. Transition socialiste et solidarité internationaliste entre travailleurs du Nord et peuples du Sud.  
Rémy Herrera est chercheur au CNRS (Centre d'Économie de la Sorbonne) et enseigne à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il est aussi le secrétaire exécutif du Forum mondial des Alternatives.

**Ouvrage disponible auprès du Cercle Henri Barbusse**

tenu une très importante victoire. La majorité des lois sont approuvées à la majorité absolue, et nous avons gagné la majorité absolue. Nous avons gagné en voix au niveau national, en députés et en qualité de députés». Après une décennie de pouvoir bolivarien, après la victoire de Chavez au référendum constitutionnel en 2009, après les multiples prises de positions anti-impérialistes exemplaires du président vénézuélien, après les campagnes de diabolisation internationales et alors que la campagne électorale s'est déroulée en opposant les candidats boliviariens appelant à approfondir la « révolution bolivarienne » et les autres appelant à combattre le « ravin du communisme », cette élection marque le soutien de la classe ouvrière, des paysans sans terre et des paysans pauvres à Hugo Chavez. Les résultats des présidentielles dans le pays continent (135 millions d'électeurs) qu'est le Brésil ne démentent pas l'ancre à gauche de la région. La candidate du

parti des travailleurs, Dilma Rousseff a obtenu 46.91 % des voix au premier tour, loin devant le candidat du parti de la social-démocratie brésilienne (32.61 % des voix). Ici aussi ce succès électoral ne doit rien au hasard mais découle des résultats de la politique sociale de Lula : 30 millions de brésiliens sur un total de 195 millions sont sortis du seuil de pauvreté par les mesures de redistributions du gouvernement (Programme des Bourses familiales qui a touché 50 millions de personnes). Même si à la différence du Venezuela, de l'Equateur ou de la Bolivie cette réduction des inégalités ne se fait pas sur la base d'une option socialiste et d'une socialisation plus grande de l'économie, elle participe du virage à gauche durable de la région. De même au niveau international les choix de Lula de renforcer ses liens avec d'autres puissances régionales (Iran, Chine, etc.) contribue à la remise en cause de la suprématie de l'impérialisme états-unien.

Il faut rajouter à ce tableau l'élection en Bolivie du candidat du Mouvement vers le Socialisme (MAS) Evo Morales en décembre 2009 avec plus de 64 % des voix et celui en Uruguay de l'ancien Guérillero des Tupamaros Pepe Mujica comme candidat du front de gauche (Frente Amplio) avec 53 % des voix.

Dans l'ensemble de la région, les électeurs approuvent les politiques sociales redistributives, l'intervention plus grande de l'Etat, la reconnaissance des droits des peuples indigènes, la coopération avec Cuba socialiste, la condamnation de l'ingérence impérialiste et le refus du monde unipolaire, etc. La contre-offensive progressiste mondiale est non seulement nécessaire mais elle est possible comme en témoigne le nouveau visage durable de l'Amérique Latine.



## CHRONIQUE

### La Coordination Communiste visite Cuba socialiste!

Dans le cadre de sa lutte anti-impérialiste et internationaliste, la Coordination Communiste, avec l'association France-Cuba Lille Métropole, a organisé au mois d'avril dernier une délégation de douze personnes à Cuba. Cette délégation composée de militants associatifs, syndicalistes et politiques âgés de 22 à 60 ans, a eu l'occasion de visiter Cuba pendant 15 jours. Durant ces deux semaines, nous avons visités différentes régions de l'ouest du pays entre Pinar del Rio, La Havane et Santa Clara.



Ce voyage a été, pour nous, l'occasion de découvrir la réalité concrète de ce pays trop souvent dénigré par les gouvernements et les médias internationaux. En effet, il est bien souvent difficile de se faire une opinion sans préjugés du fonctionnement de ce pays qui constitue l'un des derniers bastions « socialistes » du monde. C'est pourquoi, à partir de nos différentes visites, nous nous proposons de réaliser un tour d'horizon de notre expérience cubaine à travers 4 articles thématiques significatifs de la particularité du mode de vie cubain : 1) La santé : Suite à l'observation du fonctionnement de deux polycliniques, l'une dans un quartier de la capitale et l'autre dans un village reculé en montagne, nous vous présenterons le système de santé. Nous évoquerons également la politique internationaliste de Cuba en matière de santé dans le monde à partir de la visite de l'école latino-américaine de médecine. 2) La jeunesse, l'éducation et le sport: A partir de nos visites d'une halte-garderie, d'une école primaire et d'une université, nous évoquerons le parcours scolaire des cubains de leur toute petite enfance à l'âge adulte. Nous parlerons aussi de la place du sport grâce à notre visite de la prestigieuse école nationale de gymnastique. 3) Le travail: Ensuite, avec

nos rencontres des travailleurs de deux coopératives, l'une de tabac et l'autre de café, d'une ferme, d'un barrage et d'une fabrique de cigare, nous tenterons de vous dresser un portrait global du monde du travail à Cuba.

Nous aborderons aussi le rôle des syndicats, des organisations de masse et du Parti Communiste au sein des différentes activités. 4) Le système politique: Enfin, au travers de nos visites d'un CDR (Comité de Défense de la Révolution) de Viñales, d'un Conseil Populaire d'un district de La Havane, du Comité Central du Parti Communiste Cubain et du siège national des jeunes communistes cubains, nous évoquerons le rôle de chacun, dans les différents secteurs de la société cubaine pour mieux comprendre le système politique et la manière dont s'organise le démocratie locale cubaine trop souvent passée sous silence pour mieux taxer le pays de dictature. Ces articles ne se prétendent pas exhaustifs ou théoriques mais seront la traduction documentée des découvertes concrètes que nous avons faites durant nos deux semaines sur place.

Par ailleurs, et en préalable à ces articles, il nous semble primordial de rappeler que chacune des thématiques que nous aborderons devra être analysée dans un contexte géographique, historique et politique particulier. Effectivement, pour bien comprendre cette petite île de 11 millions d'habitants, située à à peine 120 km des côtes de la plus grande menace impérialiste du monde, il est nécessaire de se rappeler que Cuba demeure un pays pauvre (en dessous de la moyenne des autres pays d'Amérique Latine), profondément marqué par des périodes successives de colonisation et la dictature qui lui ont don-

né toutes les caractéristiques d'un pays du tiers-monde. Et qu'après la Révolution de 1959, le pays, déjà pauvre, s'est vu imposer un blocus économique, financier et commercial (qui entraîne encore aujourd'hui de lourdes pertes). Les conséquences du blocus, un temps diminuées par des relations commerciales privilégiées avec l'Union Soviétique, sont devenues désastreuses pour l'économie du pays, à la suite de la disparition de l'URSS, entraînant ce que l'on appelle la « période spéciale » (1990/2005). Pourtant, malgré cette situation économique, le développement social n'a pas régressé comme on aurait pu s'y attendre, au contraire même, les indicateurs sociaux ont continué à progresser. Et les tares sociales généralement engendrées par cette misère économique sont absentes ou très marginales à Cuba. C'est donc bien de ce point de vue qu'il faut analyser la société cubaine, en comprenant que le développement social n'est pas uniquement déterminé par le niveau de développement économique mais bien le fait d'une suite de choix politiques et sociétaux. Ne pas prendre en compte ces données économiques et historiques, observer Cuba à partir de notre point de vue français relèverait de l'erreur et ne permettrait pas de comprendre dans quelle mesure son niveau de développement social est exceptionnel et l'ampleur des acquis de sa Révolution pour un pays dont la situation géographique et l'histoire auraient dû le rendre comparable à certains des pays les plus pauvres de la planète (Cuba se situe à moins de 150 km d'Haiti).

**A SUIVRE!**



# OTAGES, AREVA, TOTAL, AFRICACOM : LES ENJEUX CACHES D'UNE OCCUPATION MILITAIRE DU SAHEL !

Des prises d'otages se multiplient dans le Sahel. Après la libération de P. Camatte contre de l'argent, Michel Germaneau a été tué suite à une attaque militaire franco-mauritanienne en territoire malien et dans des conditions non éclaircies si l'on en croit des journaux africains (Algérie, Mali, etc.). Sept autres ont été enlevés au Niger. Chaque enlèvement a été l'occasion d'un accroissement de la présence militaire française, laquelle est maintenant doublée d'un appui de troupes d'élites et de la technologie spatiale de surveillance US. C'est à se demander si, après avoir perdu la bataille d'Alger, les terroristes islamistes fascistes armés qui ont ensanglanté l'Algérie dans les années 90, ces « combattants de la liberté » financés, armés, entraînés par les USA contre l'Afghanistan laïque et progressiste soutenu par l'URSS, ne se sont pas repliés dans les pays du Sahel ? Mais justement la prise d'otages d'Arilit au Niger des employés du monopole capitaliste francoafricain AREVA ne lève-t-il pas un coin de voile sur les dessous cachés par la presse bourgeoise impérialiste ?

## **Niger : une néo-colonie francoafricaine qui fournit 40% de l'énergie consommée en France**

1.267.000 km<sup>2</sup>, soit 2,3 fois la France et 13,5 millions d'habitants dont plus de 60% vivent dans la pauvreté extrême, privés de l'accès à la nourriture, à l'eau, aux installations sanitaires, aux infrastructures et à l'instruction (71% des femmes sont analphabètes). L'espérance de vie culmine à 43 ans. Comme tous les autres peuples d'Afrique, le peuple nigérien a subi dans les années 80 les affres du diktat libéral du FMI et de la Banque Mondiale qui l'ont contraint à rembourser une dette inique et à brader toutes les entreprises nationales privatisées après une dévaluation du franc colonial cfa arrimé hier au franc et aujourd'hui à l'euro. Le Niger occupe maintenant dans le classement de l'ONU basé sur l'IDH (Indice de Développement Humain) - la 182ème place sur les 182 pays classés, précédé de l'Afghanistan (181ème) en guerre contre l'armada agressive occidentale, de la Sierra Leone (180ème), de la République centrafricaine (179ème), du Mali (178ème) et du Burkina Faso (177ème).

Le pillage qu'exerce AREVA sur le pays est ainsi démasqué : « selon nos estimations, le Niger a produit entre 100 000 et 150 000 tonnes depuis 1960 au prix moyen de 27 300 F CFA le kilo (soit 42 euros) . Nettement en dessous du cours mondial moyen qui était de 122. 000 F CFA le kilo (187 euros) sur la période. Sur la base de ces prix moyens et d'une production oscillant entre 100. 000 et 150. 000 tonnes, l'on peut dire que la vente de l'uranium du Niger est chiffrée entre 4,2 milliards et 6,3 milliards d'euros. Si le prix international avait été appliqué, les action-

naires (Etat et partenaires) se seraient partagés entre 18,7 milliards et 28 milliards. C'est dire que depuis l'indépendance, et sur la base de ce calcul simple ne tenant pas compte de la différence de cours entre le marché spot et celui des contrats, les actionnaires de l'uranium du Niger ont perdu entre 14, 5 milliards d'euros et 21 milliards de dollars. Enorme pour un pays qui compte à peine 2 milliards de dollars de PIB et dont le modeste budget est 'généreusement' alimenté par l'aide publique au développement pour plus de la moitié » (site Mondialisation.ca). Le cynisme d'AREVA va encore plus loin : « Les 100% de l'électricité (225 millions de kWh) proviennent d'énergie fossile et sont largement importés du Nigeria voisin. Selon Areva, en 2006, la compagnie a atteint le seuil des 100. 000 tonnes d'uranium extrait. Le gouvernement du Niger a reçu 300 milliards de CFA sur un total de 2 300 milliards de CFA de revenu des ventes » (idem). Pour en arriver là, il a fallu réprimer et écarter, à la veille de l'indépendance le 3 août 1960, le patriote panafricainiste Djibo Bakary du Rassemblement Démocratique Africain (RDA) qui avait le soutien des progressistes Kwamé Nkrumah et Sékou Touré et Abdou Moumouni, l'un des fondateurs marxistes-léninistes du Parti Africain de l'Indépendance (PAI).

## **La stratégie d'occupation militaire du Sahel ...**

Comme le déclare un rapport daté de 2005 du Conseil US sur les Relations étrangères : « À la fin de la décennie, l'Afrique subsaharienne est susceptible de devenir une source d'importations énergétiques US aussi importante que le Moyen-Orient. L'Afrique de l'Ouest disposerait de quelques 60 milliards de barils de réserves pétrolières avérées. Les échecs flagrants des guerres prédatrices US et de l'UE en Afghanistan et en Irak conduisent à projeter la main mise sur le pétrole en Afrique. La part provenant du Golfe de Guinée dans les importations US passera de 15 à 20 % en 2010 et à 25% en 2015 » (idem) . Ainsi dès « 2003 a été lancé un programme de contre-terrorisme en Afrique de l'Ouest et en mars 2004, des Forces spéciales US ont été directement engagées dans une opération militaire avec des pays du Sahel contre le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC), qui figure sur la liste des organisations terroristes dressée par Washington. Le Commandement US pour l'Europe est en train de développer un programme de sécurité côtière dans le Golfe de Guinée appelé la Garde du Golfe de Guinée. Il prévoit aussi la construction d'une base militaire navale US à São Tomé et Príncipe qui, selon le Commandement US, pourrait rivaliser avec la base navale de Diégo Garcia dans l'O-



céan indien. Le Pentagone est donc en train de se mouvoir agressivement pour établir une présence militaire dans le Golfe de Guinée qui permettra le contrôle de la partie occidentale de la route transafricaine du pétrole et des réserves vitales de pétrole qui y ont été découvertes. L'Opération Flintlock ("Pistolet à pierre"), une manœuvre militaire de mise en route, a impliqué en 2005 1000 membres des Forces spéciales US. L'été prochain (2006), le Commandement pour l'Europe va conduire des manœuvres de sa nouvelle force de réaction rapide pour le Golfe de Guinée. En Afrique de l'Ouest, le Commandement militaire US pour l'Europe a désormais établi des postes d'opérations avancés au Sénégal, au Mali, au Ghana et au Gabon, en Namibie, à la frontière avec l'Angola, au Sud qui impliquent l'amélioration de pistes aériennes, le stockage de réserves essentielles et de carburant ainsi que des accords (avec les gouvernements locaux) permettant le déploiement rapide de troupes US» (idem). USA et UE ont mis en place un projet militaire d'intervention rapide, "l'Africacom" installé en Allemagne, dont le centre de commandement peine à trouver un QG en Afrique.

En fait, à y regarder de plus près, cette soudaine fièvre de prises d'otages n'est-elle pas tout simplement une véritable stratégie de « manipulation des masses » (pour paraphraser Noam Chomski), qui consiste à « créer des problèmes, puis offrir des solutions » afin que, dans le sillage des interventions militaires des impérialistes US et français dans le Sahel, soit étendue la mainmise des entreprises monopolistes US, européennes et françaises sur les matières premières. N'est-ce pas la nouvelle stratégie néo-coloniale francoafricaine, eurafricaine et u.s.africaine ?

## **contre la coopération chinoise...**

Il est à remarquer que la Chine devenant « l'atelier du monde » et l'Asie drainant 60% du commerce mondial, l'Etat somalien a été liquidé par une intervention militaire US... et les petits pêcheurs de la corne de l'Afrique et de la mer rouge sont ainsi devenus pour survivre des « preneurs d'otages ». Le combat pacifique d'hier du Nigérien-Ogoni Ken Saro-Wiwa (assassiné par pendaison en 1995) contre les pollueurs et destructeurs de l'environnement que sont BP, Shell, Total... prend la forme aujourd'hui de « prises d'otages » dans le golfe de Guinée. La Chine dessert l'état du FMI sur l'Angola, gros producteur de

pétrole, en prêtant 4 milliards de dollars à des taux d'intérêts très bas..., c'est aussitôt l'attentat qui va coûter la vie à des joueurs de l'équipe de football du Togo, tentative de « réveil du mouvement du Cabinda sécessionniste ». Ces coïncidences sont-elles le simple fait du hasard ? Ou ont-elles un lien avec le fait que les matières premières et le pétrole dont manque la Chine pour son développement fulgurant l'ont amenée à devenir le premier partenaire commercial et le premier investisseur en Afrique ?

Lénine disait lors de la première guerre mondiale impérialiste en 1915 que « l'impérialisme a développé les forces productives au point que l'humanité n'a plus qu'à passer au socialisme ou bien à subir pendant des années et même dizaines d'années la lutte armée des grandes puissances pour le maintien artificiel du capitalisme à l'aide de colonies, de monopoles, de privilèges et d'oppressions nationales de toute nature » (Le socialisme et la guerre). C'est parce que la mondialisation capitaliste actuelle a besoin du « maintien artificiel du capitalisme à l'aide de colonies, de monopoles, de privilèges et d'oppressions nationales de toute nature » que l'impérialisme dominant USA a accompagné la défaite de l'URSS en se lançant dans un programme de conquêtes militaires pour la mainmise sur les matières premières stratégiques, notamment le pétrole dont un mémorandum du département d'état US de septembre 1950 disait déjà que « le contrôle de cette source d'énergie, le pétrole, importante dans la paix comme dans la guerre est un objectif souhaitable en soi ».

Après l'attaque militaire contre la Serbie pour parachever le démantèlement de l'ex-Yougoslavie en 1999, l'instrumentalisation médiatique et politique des attentats du 11 septembre 2001 a servi à concrétiser ce projet par les occupations militaires coloniales de l'Afghanistan puis de l'Irak en 2003 et l'installation de bases militaires dans les ex-pays de l'URSS ou les tentatives d'en intégrer dans l'OTAN. Contrôler les matières premières stratégiques, notamment le pétrole et le gaz, pour maintenir la dépendance d'éventuels rivaux, dans le but de préserver son hégémonie mondiale, c'est l'équation à laquelle est confronté l'impérialisme US. Ce que confirme le sénateur US David L. Boren, qui fut président de la commission chargée de l'espionnage : « Nous avons eu des relations étranges et symbiotiques avec l'URSS (...). Le déclin de l'Union Soviétique ... pourrait tout aussi bien entraîner le déclin des Etats-Unis (...). Les pays européens, le Japon, et d'autres pays ont volontiers accepté la direction américaine au cours des décennies passées. Pourquoi ? Parce qu'ils avaient besoin de nous (...). Seront-ils désireux, dans ce nouveau contexte, d'accepter la direction des Etats-Unis, comme c'était le cas il y a quelques mois ? Je ne le pense pas » (Le Monde Diplomatique, avril 1991).

La stratégie de l'hégémonie mondiale US et les offensives militaires de l'OTAN ont

commencé peu à peu à montrer leur limite face aux résistances des peuples. Les économies émergentes des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), caractérisées par le capitalisme d'état opposé au capitalisme libéral, ont continué leur croissance alors que celles libérales des pays impérialistes US et UE entraient en crise et en décadence. Les résistances nationales afghanes et irakiennes ont commencé à mettre en échec les troupes d'occupation de l'OTAN. Et les expériences anti-libérales et anti-impérialistes en Amérique du sud se sont frayé la voie en s'appuyant sur l'héroïque résistance de Cuba. Ces facteurs ont été déterminants dans l'élection de Barack Hussein Obama comme premier président noir d'une puissance capitaliste-impérialiste aussi raciste que les USA. Cette élection est au fond une tentative de préserver l'hégémonie sans partage du partenariat stratégique USA/UE en couvrant la façade odieuse de l'agressivité militariste arrogante par le vernis du ramage et du plumage charmeur du souriant Obama, premier Président noir au service des intérêts de l'impérialisme US.

Quelles que soient leurs formes, les politiques des impérialistes obéissent à la nécessité « d'assurer le maximum de profit



### LES CHAROGRARDS D'AREVA

capitaliste en exploitant, en ruinant, en appauvrissant la majeure partie de la population civile d'un pays donné, en asservissant et en dépouillant de façon systématique les peuples des autres pays, notamment des pays arriérés ; enfin en déclenchant des guerres et en militarisant l'économie nationale en vue d'assurer le maximum de profits » (JV Staline, Les problèmes économiques du socialisme, 1952).

C'est le projet du « grand moyen-orient » sous contrôle US qui s'élargit du Yémen en Asie et de l'Est de l'Afrique (la corne et la mer rouge) au golfe de Guinée et à l'équateur (Congo RDC). C'est le même projet prédateur qui s'étend au Sahel et à l'ouest africain maintenant.

La crise capitaliste systémique, la faillite du libéralisme et la décadence des impérialismes des USA et de l'UE conduisent à la confrontation avec les pays émergents, notamment ceux d'entre eux qui ont jadis appartenu au camp socialiste vaincu par la contre-révolution bourgeoise dans les années 90 : Chine, Corée du Nord, Cuba, Vietnam auxquels il faut ajouter les pays anti-libéraux et anti-impérialistes d'Amérique du sud. **C'est cela aujourd'hui qui constitue le camp progressiste contre l'impérialisme.**

### ...et contre une solution panafricaine aux problèmes de l'Afrique

La colonisation militaire du Sahel s'est manifestée récemment par une attaque

franco-mauritanienne sur le territoire malien sans que le gouvernement de ce pays n'en soit informé. Des informations font état que la Banque Africaine pour le Développement (BAD) participe au financement de l'Africom, ce dispositif d'intervention rapide de l'Otan en Afrique dans lequel les armées africaines jouent le rôle de « tirailleurs » comme à l'époque coloniale. Les néo-colonies africaines dirigées par les bourgeoisies compradores apatrides libérales ou sociales-démocrates libérales agissent en pro-consuls de la Françafic, de l'Eurafric et de l'Usafric. La cellule panafricaine de Tamanrasset en Algérie censée mettre en place des actions coordonnées contre les groupes fascistes intégristes armés, le narcotraffic est une coquille vide et un trompe-l'œil pour les masses africaines. Les pétro-dollars du bouffon Khaddafi viennent s'ajouter à la corruption des féodaux, bourgeois et chefs de clans locaux par les impérialistes. L'inexistence d'une politique panafricaine fondée sur les principes démocratiques de la libre disposition des Touaregs et l'union libre des peuples libres d'Afrique rend la situation actuelle explosive dans tout le Sahel.

C'est le contexte global dans lequel les forces patriotiques et panafricaines de gauche travaillent à élaborer un programme et à développer une action anti-libérale et anti-impérialiste. C'est aussi dans cette perspective que les Forums des peuples, notamment de Bandiagara au Mali et les Forums sociaux africains et mondiaux doivent devenir des espaces de mobilisation panafricaine et internationaliste contre les menées déstabilisatrices et colonialistes des impérialistes.

Au moment où l'Asie prend le chemin du développement économique et social, au moment où l'Amérique du sud s'engage par l'anti-libéralisme et l'anti-impérialisme dans la voie de la libération du joug étatsunien et du développement social et économique, l'Afrique doit absolument retrouver le chemin de la lutte pour l'indépendance, la souveraineté anti-libérale et anti-impérialiste. Sur ce plan, l'exemple sud-américain est à méditer : les indépendances politiques obtenues au 19ème siècle après les luttes héroïques de Haïti avec Toussaint Louverture et JJ Dessalines, de José Martí à Cuba, de Simon Bolivar ont été dévoyées par l'impérialisme US en un système néo-colonial avec des dictatures à la Pinochet durant tout le vingtième siècle. Aujourd'hui la gauche anti-libérale et anti-impérialiste impulse un nouveau cours progressiste inspiré par l'héroïque résistance de Cuba socialiste.

Les « armées battues sont à bonne école » disait Lénine. C'est ainsi que dans le combat d'aujourd'hui pour une seconde décolonisation, la Gauche révolutionnaire panafricaine, antilibérale et anti-impérialiste fera honneur aux prédécesseurs partisans de l'indépendance et de l'union panafricaine des peuples libres d'Afrique qui, lors de la première phase de la décolonisation entre 1945 et 1960, ont été assassinés et vaincus par l'impérialisme, le colonialisme et son poison fatal l'ethnicisme.

# A QUOI SERVENT LES CONCEPTS DE PRIX NOBEL ET DE DEMOCRATIE ?

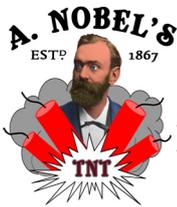
Un « dissident » chinois, un « *dissident* » cubain et Obama qui fait la guerre en Afghanistan, en Irak, etc. Voilà les Nobels de la 'paix' et de la 'démocratie' aux USA et dans l'UE!

Les mots '*dissident*' et '*démocratie*' reviennent dans le jargon de la propagande manipulatoire des impérialistes occidentaux contre ce qui reste comme pays, Etats de l'ex-camp socialiste défait dans les années 90. Le capitalisme d'Etat Chinois apparaît de plus en plus au libéralisme impérialiste des USA et de l'UE comme un dangereux adversaire à qui il faut opposer les recettes idéologiques qui ont été efficaces dans la lutte contre le camp socialiste : « *Contrairement à une image qui doit trop à notre occidentalisme-centrisme, le capitalisme chinois est moins 'libéralisé' qu'on ne le croit. L'une de ses forces de frappe réside dans ses entreprises étatiques. Elles sortent gagnantes de la crise 2008-2009, indiquait, cette semaine, le ministère chinois des finances. BTP, énergie, pétrochimie, téléphonie, aéronautique, dans ces secteurs, l'Etat chinois a favorisé la création de grands groupes publics (...) Là, pas d'appels d'offres, ou alors purement formels : les marchés sont attribués aux groupes chinois. (...) Là pas de concurrence induite : les firmes étrangères ou chinoises privées sont priées d'aller voir ailleurs... Là, pas d'actionnaires à rémunérer : pour ses entreprises, l'Etat chinois est grand prince !* » (Le Monde, 22/09/10).

## Le prix Nobel de la paix ou de la guerre ?

Ainsi, une fois n'est pas coutume, les prix « Nobel, Sakharov, etc » sont de véritables gratifications pour services rendus à l'Occident impérialiste, à ses tansnationales, dans leur guerre sans fin pour piller, opprimer les peuples et pérenniser l'exploitation capitaliste des travailleurs. On peut voir cela par les exemples non épuisants de ceux qui ont déjà obtenu ces remerciements nobellisés des impérialistes : En 1975 L Duc Tho, négociateur vietnamien de la paix rejette le prix Nobel par lequel était aussi distingué H. Kissinger négociateur US et bourreau de millions de vietnamiens; en 1978, c'est au tour du terroriste assassin israélien M. Begin (qui lancera par la suite en 1982 l'attaque contre le Liban et couvrira les massacres de Sabra et Chatila du sanguinaire Sharon, etc). Si l'inventeur de la dynamite Alfred Nobel voulait se racheter en primant les personnalités ou organisations qui ont le plus œuvré pour la paix, cette noble intention est tout simplement cyniquement récupérée par les impérialistes comme arme idéologique contre les peuples, pays, Etats qu'ils veulent déstabiliser et soumettre.

Les peuples opprimés agressés et pillés par l'impérialisme, et les travailleurs victimes du chômage, de la précarité, sans logis, sans papiers, qui se suicident au travail souhaitent décerner les prix Nobel de la Paix et de la démocratie à ces prisonniers politiques de la « *plus grande démocratie du monde* » que sont Mumia Abu Jamal, journaliste militant oublié de '*reporters sans frontières*', Léonard Peltier, militant de la cause amérindienne emprisonné depuis 34 ans, et les Cinq



**de tous temps,  
une arme  
pour la bourgeoisie!**

patriotes Cubains qui ont déjoué des attentats terroristes préparés au USA visant Cuba, ainsi qu'aux 11.000 prisonniers palestiniens enfermés dans les geôles sionistes, aux sans papiers incarcérés dans les centres de rétention dans les pays de l'UE et parfois déportés en charter vers la mort, etc.

## La démocratie ou la dictature ?

Le capitalisme et son stade suprême - l'impérialisme - utilisent le mot '*démocratie*' pour les mêmes finalités : préserver le système de l'exploitation de l'homme par l'homme. Lénine disait fort justement que « *l'impérialisme, c'est la réaction sur toute la ligne* », c'est à dire une dictature de classe coercitive de la bourgeoisie contre les travailleurs et les peuples. C'est le capitalisme qui par sa nature même engendre misère pour la majorité, guerre et fascisme. Et quand sa forme démocratique prévaut, c'est parce que l'opportunisme et le réformisme désarme momentanément le mouvement ouvrier. Mais une fois que la contradiction capital/travail s'aiguise, la dictature de la bourgeoisie arqueboutée sur la sacro-sainte propriété privée des moyens de production et d'échange s'exerce de plus en plus ouvertement. Les illusions entretenues de la '*séparation des pouvoirs*' (Exécutif, Législatif, Judiciaire) s'effritent au fil des luttes du monde du travail et des peuples pour en finir avec l'exploitation capitaliste et l'oppression impérialiste. La bourgeoisie ne fait plus semblant quand ses intérêts fondamentaux sont menacés, c'est à dire quand la lutte pose pratiquement la question de l'expropriation des moyens de production et d'échange et leur socialisation, solution ultime pour se débarrasser des crises systémiques, de l'exploitation capitaliste et redistribuer au sein des populations les richesses produites selon le travail fourni par chacun. En effet, le capitalisme à son stade su-

prême est miné par la contradiction fondamentale entre la socialisation poussée à son paroxysme du travail et l'appropriation privée par des actionnaires des fruits de plus en plus mondialisés de ce travail socialisé. Ainsi les travailleurs et les peuples découvrent peu à peu que le « *multipartisme* » est un vernis pour « *l'alternance du programme et de l'idéologie unique à deux têtes* » tant que l'exigence d'écraser le prolétariat et les peuples par la dictature terroriste ouverte déclarée du fascisme n'est pas nécessaire.

Donc, quand on réfléchit sur les notions de dictature et de démocratie, il ne faut surtout pas confondre forme et fond, apparence et contenu. Le capitalisme tout comme le socialisme sont, quant au fond, au contenu de classe, des "dictatures de classe" : le premier de la bourgeoisie, du capital et le second du prolétariat, du travail. Le capitalisme et le socialisme prennent des formes dictatoriales ou démocratiques selon le rapport des forces dans la lutte des classes et des peuples.

C'est un des enseignements théoriques fondamentaux tirés par les communistes soviétiques de l'expérience douloureuse de la défaite du socialisme, de l'URSS. Les communistes et les prolétaires qui subissent aujourd'hui les désastres de la restauration du capitalisme et de la re-colonisation impérialiste apporte ainsi une contribution décisive à la réflexion théorique sur les concepts de « dictature » et de « démocratie » dans le mouvement historique de la lutte des classes. Voilà la synthèse matérialiste dialectique qu'en fait brillamment la communiste russe/soviétique Nina Andréeva : « *l'exacerbation de la conscience de lutte de classe jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat avait été considérée par Lénine comme étant un des acquis fondamentaux de Marx et Engels. Staline n'a fait que confirmer et maintenir cette position. C'est précisément cette partie de l'enseignement marxiste-léniniste qui a été de plus en plus soumise aux attaques des politiciens et idéologues bourgeois et qui a finalement pratiquement disparu du programme de toute une série de partis communistes. Il ne s'agit pas d'une question de terminologie mais bien de contenu, du contenu de ce concept. Tout Etat est une dictature - dictature de l'une ou de l'autre classe. Classe qui dispose du pouvoir économique. Cependant, il ne faut pas confondre la teneur du pouvoir - c'est-à-dire dans l'intérêt de qui on met en application et on défend le pouvoir de classe - avec la forme, les moyens, le régime d'exécution de ce pouvoir.*

*C'est ainsi que le fascisme est une forme terroriste de la dictature de la bourgeoisie. Le fascisme apparaît lorsque que le capital est obligé de se départir*

des formes démocratiques de gouvernement pour passer en un régime de soumission directe et brutal des travailleurs.

La dictature du prolétariat est assurée par la classe des travailleurs et leurs alliés. La dictature du prolétariat peut apparaître dans des formes extrêmement diversifiées de pouvoir. Les travailleurs souhaitent que cette méthode de mise en application de leur pouvoir soit elle-même démocratique. Cependant comme l'histoire l'a montré, cette possibilité ne dépend pas toujours des travailleurs eux-mêmes. L'opposition à la bourgeoisie peut nécessiter des formes de pouvoir beaucoup plus brutales. La révolution doit être à mesure de se défendre de façon à pouvoir subsister. Les idéologues et les opportunistes bourgeois confondent volontairement le contenu de la dictature du prolétariat en tant que substance de classe du pouvoir de l'État du prolétariat, avec les méthodes et formes de sa mise en application. Ceci est fait dans le but d'identifier le socialisme et le fascisme de façon à désorienter les travailleurs. Les sociaux-démocrates et « l'Eurocommunisme » se sont embarqués sur cette voie. Le malheur est que certains communistes n'y voient même pas un piège.

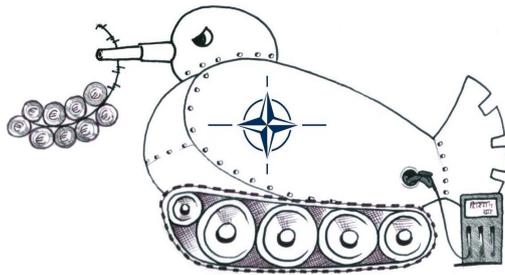
Cependant, il ne faut pas opposer dictature et démocratie en tant que contenu du pouvoir. Dictature et démocratie ne peuvent être opposées que seulement du point de vue de la forme, des moyens, du mode de mise en application du pouvoir par l'une ou l'autre classe.

C'est cela la substance de l'opposition qui est faite entre dictature et démocratie. Le leitmotiv des opportunistes gorbatchéviens du PCUS a été la paix civile dans une période où la contre-révolution s'attaquait aux victoires du socialisme dans le pays.

L'expérience des trois et quatre dernières décennies de l'histoire de l'URSS a montré que l'ennemi principal de la gestion stalinienne, l'opportunisme, mène inévitablement à la restauration ouverte du capitalisme. L'hystérie anti-stalinienne jouait un rôle de paravent dans le renforcement de la campagne anti-léniniste et anti-communiste» (Conférence de presse de Nina Andrééva, tenue le 2 mai 1992 à Bruxelles, publiée dans *Solidaire* N°823 du 27 mai 1992).

Historiquement, c'est aussi sur cette question de la « démocratie » dépouillée de son contenu de classe que le révisionnisme et le réformisme se sont emparés des strates dirigeantes du mouvement communiste international pour le conduire à l'abattoir du reniement et de la capitulation. C'est fut le cas du XXème congrès du PCF en 1976 qui proclama « la démocratie » et l'a-

bandon de la « dictature du prolétariat », malgré l'avertissement datant du 19ème siècle d'Engels qui dénonçait le piège idéologique anarchiste d'alors mais devenu totalement bourgeois de « l'autoritarisme » : « Pourquoi les anti-autoritaires ne se bornent-ils pas à crier contre l'autorité politique, l'État ? Tous



les socialistes sont d'accord sur le fait que l'État politique et, avec lui, l'autorité politique disparaîtront à la suite de la révolution sociale future, autrement dit que les fonctions publiques perdront leur caractère politique et se transformeront en simples administrations veillant aux véritables intérêts sociaux. Mais les anti-autoritaires demandent que l'État politique autoritaire soit aboli d'un seul coup, avant même que ne soient supprimées les conditions sociales qui l'ont fait naître. Ils réclament que le premier acte de la révolution sociale soit l'abolition de l'autorité ». Et de conclure : « L'Etat populaire libre est devenu un Etat libre. D'après le sens grammatical de ces termes, un Etat libre est un Etat qui est libre à l'égard de ses citoyens, c'est-à-dire un Etat à gouvernement despotique. Il conviendrait d'abandonner tout ce bavardage sur l'Etat, surtout après la Commune, qui n'était plus un Etat, au sens propre. Les anarchistes nous ont assez jeté à la tête l'Etat populaire, bien que déjà le livre de Marx contre Proudhon, et puis le Manifeste communiste, disent explicitement qu'avec l'instauration du régime socialiste l'Etat se dissout de lui-même (sich auflöst) et disparaît. L'Etat n'étant qu'une institution temporaire dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un Etat populaire libre : tant que le prolétariat a encore besoin de l'Etat, ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel. Aussi proposerions-nous de mettre partout à la place du mot Etat le mot « communauté » (Gemeinwesen), excellent vieux mot allemand, répondant au mot français "commune" ».

Revisiter sur la base du marxisme-léninisme les abandons qui ont conduit à la défaite du mouvement communiste est décisif dans le processus de la reconstruction de l'unité de notre famille communiste disséminée.

## Chine - Grèce: Des accords controversés...

Au cours du mois de septembre, treize contrats dont deux inter-étatiques ont été signés par les autorités grecques et chinoises : En développant les investissements chinois en Grèce à des taux très bas, ces accords visent à sortir la Grèce de la crise dans laquelle l'Union Européenne et les USA l'ont précipitée, et à lui éviter les plans de « sauvetage » du FMI et de l'Union Européenne.

L'analyse de la presse bourgeoise, en France notamment, présente la Chine comme le nouvel impérialisme barbare contre lequel le monde occidental devra tôt ou tard se défendre quel qu'en soit le coût. Incapable de supporter le développement de ces investissements dans les pays africains dont ils se croient encore propriétaires comme au bon vieux temps des colonies, les impérialistes bourgeois poussent des cris d'effroi lorsque le « péril jaune » arrive aux portes mêmes du « monde civilisé »...

Derrière ce discours de façade, il y a un contexte très simple : l'un des rares pays qui a pu résister à la crise mondiale du capitalisme financiarisé (l'impérialisme ou « stade suprême du capitalisme » selon l'expression célèbre de Lénine) est celui qui a précisément évité le carcan ultralibéral de la « mondialisation » et choisi, en absence d'un camp socialiste suffisamment puissant après l'effondrement de l'URSS, de consolider au moins un « capitalisme d'Etat » lui permettant de garder la mainmise sur des secteurs clés de l'économie. Cette stratégie autonome, qui fragilise l'actuelle domination de l'impérialisme occidental, les USA et aujourd'hui l'UE, remet en cause dans les faits leur politique libérale, offre une bouffée d'oxygène aux économies dépendantes africaines et sud-américaines, est aujourd'hui violemment dénoncée par la presse, celle-ci ne pouvant admettre qu'une ex-colonie jadis soumise à des colons européens particulièrement barbares, la Chine, sorte de son sous-développement seule et se permette aujourd'hui « d'entrer dans la cour des grands sans en respecter les règles [celles du libéralisme] » (Le Monde). Objectivement, c'est le monde unipolaire que nous connaissons depuis les années 90 qui est en train de se fissurer, laissant aux peuples et aux travailleurs les coudées plus franches pour se libérer définitivement du capitalisme lui-même.

## Solidarité à Calonne-Ricouart (62) : Georges Ibrahim Abdallah doit être libéré !

Il entrait ce dimanche 24 octobre dans sa 27<sup>e</sup> année d'incarcération ! Georges Ibrahim Abdallah est le plus ancien prisonnier politique de l'Etat français. Désormais, une banderole exigeant sa libération flotte sur le front de l'hôtel de ville à l'initiative du comité « Libérez-les ! » de soutien aux prisonniers et réfugiés politiques (59 – 62).

Elle sera déployée jusqu'au samedi 4 décembre, date de la manifestation internationale de solidarité, qui se déroulera à Lanmezan (Pyrénées) où Georges Ibrahim Abdallah est détenu pour complicité dans la mise hors d'état de nuire « d'un représentant des services secrets israéliens et d'un attaché militaire américain » à l'époque de la colonisation du Liban par Israël. « Militant communiste libanais, Georges Ibrahim Abdallah demeure une figure emblématique de la lutte contre l'impérialisme et le sionisme au Proche-Orient. Aussi, Israël et les Etats-Unis font pression sur l'Etat français pour empêcher sa libération. Ces puissances l'appréhendent comme une menace pour leurs intérêts impérialistes dans la région » rappelle Stéphane Hardy du comité « Libérez-les ! » au cours de la réception qui fait suite au déploiement de la banderole. Il rajoute que ce militant de la cause palestinienne était libérable depuis... 1999 et que sept de ses demandes de libération conditionnelle avaient été rejetées depuis. Ignoble persévérance ! Il est aussi question des « mesures répressives répétées et des

condamnations toujours plus longues qui frappent d'autres militants, les Basques notamment, en France comme en Espagne ». « Les prisonniers politiques, encore emprisonnés en Europe, ne sortent plus de prison », révèle ensuite Stéphane Hardy qui s'offusque du véritable acharnement « pour l'exemple » ! Enfin, l'orateur dénonce les opérations « anti-terroristes de propagande » comme celle qui envoya en prison les militants de Tarnac ou encore, dressant un judicieux parallèle avec l'actualité, « la répression, la criminalisation et les violences perpétrées à l'encontre de militants engagés en Europe dans des mouvements sociaux ».

### Engagements anti-impérialistes

« S'il avait commis un délit de droit commun, il y a longtemps que Georges Ibrahim Abdallah aurait été libéré », fait remarquer André Delcourt, le maire et conseiller général communiste visiblement heureux de soutenir cette initiative au nom de la municipalité et de la section PCF de Calonne-Ricouart. « L'Etat français lui fait payer sa fidélité à son engagement anti-impérialiste et antisioniste », poursuit Stéphane Hardy. Ici, ni reniement, ni repentir ! « Georges Ibrahim est marxiste et internationaliste », souligne pour sa part Bertrand Sassoie du Secours rouge, à la tête d'une délégation venue spécialement de Bruxelles pour l'occasion. Sa lecture de classe des événements lui interdit ainsi le soutien d'associa-

tions « comme Amnesty International ou de la mouvance islamiste ». Pour la même raison, son cas est largement censuré par les médias. Pourtant, « en dépit des années d'emprisonnement et de la distance, sa popularité reste forte dans les quartiers populaires de Beyrouth », se félicite Eric Fatoux du comité « Libérez-les ! ».

### Livre d'or en mairie

Un livre d'or où chacun pourra poser un mot de solidarité est actuellement disponible en mairie. Ce document sera transmis à Georges Ibrahim Abdallah le jour du rassemblement du 4 décembre. Quant à la banderole, elle « partira ensuite colorer d'autres édifices publics du Bassin minier. Des contacts seront pris avec les municipalités communistes », précise Jacques Kmiecik. Au nom du comité « Libérez-les ! », ce dernier ne manque pas de féliciter André Delcourt et les militants communistes de Calonne-Ricouart pour « le courage politique dont ils font preuve, s'inscrivant ainsi dans la longue tradition de solidarité internationaliste du mouvement ouvrier ».



## NOTE DE LECTURE Notre ami Bouteflika De l'Etat rêvé à l'Etat scélérat

Ouvrage collectif écrit sous la direction de Mohamed Benchicou, directeur du journal algérien "Le Matin" avec des textes d'une dizaine de journalistes et écrivains algériens de renom. Riveneuve Editions



Les auteurs s'appliquent à montrer comment, en dix années de règne, et pour obtenir le pouvoir, Bouteflika a décapité l'embryon d'ouverture démocratique, réduit la société au silence, réhabilité l'islamisme, changé la Constitution et aligné leur pays sur les dictatures arabes. L'ouvrage dépeint au vitriol l'Algérie d'aujourd'hui:

Janvier 2010,

Alger est devenue le Chicago des années trente. Le chef de la police est abattu dans son bureau. Qui l'a tué ? « Affaire de clans », dit-on à Alger.

Le sang mêlé aux affaires d'argent sale. Le ministre de l'Énergie, celui des Travaux publics, celui de la Santé, ou encore l'ex-président de l'Assemblée nationale, tous « amis du président », sont gravement mis en cause dans des affaires de détournement de milliards d'euros blanchis dans l'immobilier des quartiers chics d'Alger, Paris et Barcelone. Un Etat voyou ! Comment en est-on arrivé là ?

C'est toute l'histoire d'un stratagème, d'une formidable opération de camouflage et de travestissement, orchestrée conjointement par la caste militaire d'Alger, des capitales occidentales – à leur tête Paris – et des monarchies arabes qui, chacune pour ses secrètes ambitions, vont fabriquer de toutes pièces, ce 15 avril 1999, ce personnage factice qui allait duper le monde pendant dix ans, stopper l'élan novateur de la société algérienne et faire le lit d'une kleptocratie, un pouvoir de malfrats, qui dirige aujourd'hui un Etat pervers, vide le pays de sa richesse et se livre aujourd'hui une guerre de gangs...

### SOMMAIRE

BOUTEFLIKA, FRUIT D'UN PLAN D'EMASCULATION DE L'ALGERIE

1- L'homme idéal 2- Bouteflika neutralise l'Algérie LA REPUBLIQUE BANANIERE DE BOUTEFLIKA ET LA CRIMINALISATION DE L'ETAT

3- L'Etat des "amis", du bakchich et de l'impunité! 4- Qu'ont-ils fait de l'argent du pétrole? 5- Le temps des pactes mafieux CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

Parmi les auteurs de cet ouvrage, **Abdelaziz Rahabi** (Ancien ministre de la Culture et de la Communication, Ancien ambassadeur), **Djilali Hadjadj**, (président de l'Association de lutte contre la corruption en Algérie), **Ali Yahia Abdenour** (président de la Ligue des droits de l'Homme), **Keltoum Zinou** (veuve d'un journaliste assassiné par les intégristes, membre de l'Association des Victimes du terrorisme), **Fayçal Metaoui**, (journaliste-reporter à El-Watan), **Zouani Houria** (mère d'une victime du terrorisme), **Mustapha Hammouche** (chroniqueur du quotidien Liberté), **Hasan Zerrouk** (journaliste au quotidien l'Humanité).

Ouvrage disponible auprès du Cercle Henri Barbusse

# Bilan des rencontres communistes de Marseille (Août 2010)

## Déclaration du Rassemblement des Cercles Communistes

Les 27, 28 et 29 août 2010 s'est tenue à Marseille une Université d'été des communistes réunissant des militants « dans » et « en dehors » du Parti Communiste Français. Ces militants étaient soit organisés en groupe, en section ou étaient présents à titre individuel. La qualité des échanges et les résultats de ces travaux communs permettent de tirer quelques enseignements.

### 1. Aborder de manière matérialiste la situation actuelle des communistes

Pour des raisons liées à l'histoire des reniements de la direction du PCF, des communistes existent dans et hors du parti. La diversité des réalités et rapports de forces locaux, les vagues successives de reniements de la direction du PCF, des éléments liés à la trajectoire et à la personnalité des militants, etc., tous ces facteurs expliquent cette situation inédite en France de communistes unis dans leur volonté de rebâtir un réel parti communiste mais ayant fait des choix organisationnels, tactiques et stratégiques différents. A ce premier facteur objectif s'en ajoute un autre : le besoin urgent pour notre classe ouvrière de retrouver un « état-major » de luttes, un véritable parti communiste. Ces deux facteurs objectifs donnent des responsabilités particulières à ceux qui veulent sérieusement être à la hauteur du mot « communiste » et du parti qui pendant des décennies a porté l'étendard de la classe ouvrière, le PCF. Ces responsabilités supposent d'être vigilants à deux dérives fréquentes et la rencontre de Marseille a montré que cela était nécessaire et possible :

- La première est la dérive gauchiste consistant à occulter l'existence au sein du PCF de communistes qui luttent de manière incessante contre le réformisme de la direction, de

militants qui défendent l'héritage du PCF révolutionnaire contre les liquidateurs, de combattants de la lutte des classes qui mènent celle-ci au sein même du PCF. Cette première dérive conduit, de fait, à diviser les communistes.

- La seconde est la dérive droitière consistant à occulter l'hétérogénéité actuelle des communistes dans un appel à l'unité large mais sans principe. Notre hétérogénéité est le résultat de plusieurs décennies de destruction du parti par les réformistes ayant conduit les uns et les autres à réagir comme ils le pouvaient, à riposter sans forcément avoir une vue d'ensemble des forces en présence, à résister sans avoir forcément une analyse globale du projet de destruction de notre parti de l'extérieur. Si les communistes doivent s'unir, c'est de manière matérialiste en prenant en compte les forts points d'accords et en organisant scientifiquement le débat sur les points qu'il reste à approfondir.

La rencontre de Marseille a montré que cela était possible, qu'il était possible de travailler ensemble en dépit de notre hétérogénéité et de nos choix différents. Le Rassemblement des Cercles Communistes est fier d'avoir contribué à cette rencontre dont l'esprit et l'ambiance de responsabilité nous donnent des indications pour l'avenir.

### 2. Des points d'unité conséquents

Marseille a été la démonstration de l'existence de points d'unité conséquents communs à l'ensemble des participants qu'ils soient dans ou hors du PCF :

- Ainsi en a-t-il été sur la nécessité de répondre aux théorisations petites bourgeoises du capitalisme contemporain conduisant à des propositions économistes, réformistes (taxation de la finance, par exemple) et de

réaffirmer que le capitalisme reste basé sur l'extorsion de plus-value ; c'est compléter l'antilibéralisme par l'anticapitalisme ;

- Ainsi en a-t-il été de la nécessité de réinvestir la formation marxiste pour doter nos militants des armes pour comprendre et agir ;

- Ainsi en a-t-il été de la nécessité d'actions communes permettant de donner une visibilité commune d'une part et d'apprendre à agir ensemble d'autre part.

### 3. Un développement inégal selon les sujets

Marseille a également mis en évidence un développement inégal de nos analyses et mobilisations selon les sujets abordés. Ainsi l'exposé portant sur l'approche marxiste de l'écologie est d'une grande importance pour le Rassemblement des Cercles Communistes qui n'a pas encore abordé cette question. Aucun des groupes ou individus présents à Marseille ne se considère comme « l'avant-garde » mais chacun a développé en fonction de son histoire et de ses réalités des analyses et des actions nécessaires à tous et pouvant nous enrichir tous.

### 4. Des questions qui restent à approfondir

L'unité communiste suppose qu'elle soit sérieuse et durable et non de façade et superficielle. Sur certaines questions demeurent des approches différentes qu'il nous faut confronter de manière scientifique. En tant que matérialistes, c'est la réalité des faits matériels qui est notre critère de vérité. Ainsi des approches différentes de la nation et des mutations de la nation subsistent, qu'il nous faut dépasser par une démarche d'échanges et de confrontations fraternelles en distinguant les points d'unité et les points de désaccords.

→

## Sauvons notre camarade Mumia!

Communiqué Comité « Libérez-les! », Coordination Communiste 59-62, Collectif Afrique

*Journaliste noir américain, Mumia Abu-Jamal a été condamné à mort en 1982 à l'issue d'un procès dont l'iniquité est internationalement reconnue. Accusé de meurtre d'un policier, il a toujours crié son innocence. Il est aujourd'hui l'une des figures emblématiques du combat pour l'abolition universelle de la peine capitale. D'un continent à l'autre, sa situation suscite une mobilisation continue depuis une vingtaine d'années.*

**Depuis plus d'un quart de siècle**, Mumia Abu-Jamal, condamné à la peine capitale au terme d'un procès raciste et expéditif, vit dans l'enfer du couloir de la mort d'une prison de Pennsylvanie.

**Depuis plus d'un quart de siècle**, la justice états-unienne fait obstacle à la manifestation de la vérité en refusant de prendre en compte les très nombreux faits et témoignages qui le disculpent.

**Depuis plus d'un quart de siècle**, Mumia est ainsi privé de son droit élémentaire, légal et constitutionnel à défendre son innocence.

Les autorités politiques de Pennsylvanie n'ont toujours pas renoncé à assassiner cet homme, qui n'a commis d'autre crime que de défendre la cause des plus pauvres et des opprimés, de dénoncer le racisme institutionnel et le crime d'État qu'est la peine de mort, aux États-Unis et partout dans le monde où ce châtement inhumain est toujours en vigueur.

**Mumia Abu-Jamal ne doit la vie qu'à la mobilisation interna-**

**tionale.** Par deux fois, en 1995 et 1999, il fut l'objet d'une ordonnance d'exécution, mais la puissance de la protestation empêcha l'irréparable.

**Mumia est de nouveau en danger de mort à partir du 9 novembre !**

**En mars 2008** une Cour d'appel fédérale jugeait que les instructions données au jury lors du procès de 1982 avaient influencé le verdict et surtout n'étaient pas conformes au droit. La Cour confirmait toutefois sa culpabilité en refusant tout nouveau procès, sans le moindre réexamen des faits.

**En avril 2009**, la Cour Suprême des États-Unis rejetait l'ultime recours de sa défense en écartant toute nouvelle instruction eu égard au racisme qui a présidé aux choix des jurés (récusation massive des candidats afro-américains), ce qui est pourtant contraire à la Constitution américaine.

**En janvier 2010** la Cour Suprême renvoie l'affaire Mumia devant la Cour d'appel fédérale

**9 Novembre 2010** : l'affaire est rejugée par le Tribunal de Philadelphie, en cas de confirmation de la condamnation à mort. Mumia Abu Jamal sera rapidement exécuté dans une prison de Pennsylvanie.

La campagne internationale de protestation est en cours sous la forme d'une **lettre pétition sollicitant l'intervention du Président Obama** [pétition en ligne sur notre site internet].

## 5. Des perspectives communes

La séance de clôture a permis de mettre en évidence des dynamiques communes pour les mois et années à venir :

- Dynamique d'action concrète : manifestation de Lisbonne, coordination pour une intervention simultanée dans plusieurs régions sur les établissements d'un même groupe industriel, etc. Le Rassemblement des Cercles Communistes est favorable au fait de multiplier les actions communes chaque fois que cela est possible et là où cela est possible ;
- Dynamique d'expression politique commune visualisant l'unité qui se construit : déclarations communes ; partage de nos analyses, campagnes communes, etc. Le RCC est favorable à la production de prises de positions communes sur les sujets centraux de notre classe ouvrière afin de donner une parole nationale aux révolutionnaires ;
- Dynamique de connaissances mutuelles se traduisant par des invitations aux initiatives des uns et des autres ;
- Dynamique d'échanges : Marseille a été un exemple d'espace de convergence et de débat dont les révolutionnaires ont besoin. Le RCC est favorable à l'inscription dans une régularité de cet espace commun permettant de construire une réelle unité. C'est dans ce cadre que les besoins en formation idéologique et politique marxiste pourront trouver une réponse co-organisée par tous les participants.

## 6. Elargir à de nouvelles forces

L'ensemble des forces communistes n'était pas présent à Marseille. Nous devons en conséquence rester ouvert aux communistes absents à Marseille. Le RCC est ouvert à une convergence plus large sur la base de l'unité d'action stratégique des communistes dans et hors du PCF et sur la base de l'objectif de reconstruire à terme le parti communiste qui manque à notre classe ouvrière.

Marseille a été la preuve de l'existence d'une nécessité, d'une possibilité et d'une volonté de construire l'unité des communistes. A nous tous de transformer cette nécessité, possibilité et volonté en réalité concrète. D'ores et déjà le RCC invite tous nos camarades à participer et à s'exprimer le 4 décembre 2010 lors de notre commémoration de la révolution d'Octobre et célébration des 90 ans du PCF-Section de l'Internationale Communiste né au congrès de Tours.

*«Les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres ; sur le plan de la théorie, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien »*



*La rencontre de Marseille s'est articulée autour d'échanges sur des questions théoriques et politiques (la crise du capitalisme, la classe ouvrière de France, les communistes dans et hors du PCF)...*



## QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes des militant-e-s agissant dans différents fronts (syndical, anti-impérialiste, anticolonialiste, associatif...) avec la conviction que nos luttes et nos revendications ne peuvent être complètement satisfaites dans ce système immonde qu'est le capitalisme. Il doit être renversé par la révolution, qui ouvrira la voie à une société débarrassée de l'exploitation ; la société communiste. Pour nous aider dans ce combat, nous nous appuyons sur la théorie marxiste-léniniste.

Organisé-e-s depuis 1991 au sein du PCF en tant que groupe révolutionnaire opposé à la dérive réformiste de ce parti, nous avons rompu en 2000 avec le PCF et œuvrons depuis à la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire.

*Lisez nos analyses, participez à nos actions, consultez les anciens numéros de notre journal, informez-vous sur notre cycle de formation marxiste-léniniste (un cours par mois).. en consultant notre site :*

*Fête de l'Huma 2010, stand du PCF 62: Les participants de la rencontre de Marseille se retrouvent et d'autres organisations prennent part au débat...*

[rassemblementcommuniste.org](http://rassemblementcommuniste.org)